

2007-2008

ᐃᖃᑭᑦᑕᑦ ᐃᖃᑎᐅᑦᑦ . RAPPORT ANNUEL • ANNUAL REPORT



ᑲᑎᐃᖅ ᓄᓐᑕᑦᑕᑦ ᑲᑦᑕᑦᑕᑦ
Administration régionale Kativik
Kativik Regional Government

ᐱᓚᐅᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ, ᐱᐅᐅᖃᓕᑕᑦᑕᑦᑕᑦ, ᓂᖃᑕᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ
ᐃᑲᑦᑕᐅᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐃᑦᑕᑦ ᐅᖃᐅᑦᑕᑦᑕᑦᑕᑦ ᐱᓚᐅᑦᑕᑦᑕᑦ

SERVICE DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION,
DU SOUTIEN DU REVENU ET
DE GARDE À L'ENFANCE

EMPLOYMENT, TRAINING, INCOME SUPPORT
AND CHILDCARE DEPARTMENT



ᑲᑎᐱᑦ ᓄᓇᑦᑦᑲᑦ ᑲᓴᑲᑲᑦ
Administration régionale Kativik
Kativik Regional Government

**Service de l'emploi, de la formation,
du soutien du revenu et de garde à l'enfance**

Notre mission

*Offrir à la population du Nunavik des services professionnels complets
en emploi et en formation et mettre tout en œuvre pour former
une main-d'œuvre inuit compétente et qualifiée.*

TABLE DES MATIÈRES

LISTE D'ABRÉVIATIONS.....	37
MOT DE LA PRÉSIDENTE DE L'ARK.....	38
MOT DE LA DIRECTRICE DU SERVICE.....	38
ENTENTES	39
Entente RHDSC-ARK	39
Autre entente conclue avec le gouvernement fédéral	39
Ententes MESS-ARK.....	39
PERSONNEL.....	40
CONSULTATION, COMMUNICATIONS ET ÉVALUATIONS.....	41
Comité régional Kativik de l'emploi et de la formation.....	41
Comité technique d'emploi et de formation Raglan.....	41
Réseau de communication en développement de l'emploi autochtone	42
Comité technique de développement des ressources humaines inuites - ITK.....	42
Évaluation sommative - Entente de développement des ressources humaines autochtones	42
SERVICES D'EMPLOI ET DE SOUTIEN DU REVENU	44
Assurance-emploi	44
Sécurité de la vieillesse	44
Services d'emploi	45
Régime québécois d'assurance parentale	46
Section du soutien du revenu.....	46
PROGRAMMES D'EMPLOI, DE FORMATION ET DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE	49
Sources de financement des programmes.....	49
Ressources humaines et Développement social Canada.....	49
Fonds de revenu consolidé.....	49
Fonds de l'assurance-emploi.....	49
Fonds des programmes territoriaux.....	49
Fonds pour les jeunes	50
Fonds pour les personnes handicapées.....	50
Obligation de rendre des comptes.....	50
Emploi-Québec.....	51
Fonds à temps partiel	51
Fonds destinés à la sécurité du revenu	51
Stratégie de développement communautaire Sanarrutik	52

Programmes	52
Intégration à l'emploi	52
Formation en milieu de travail.....	52
Achats de formation à temps plein.....	52
Achats de formation à temps partiel	53
Défi	53
L'école avant tout.....	54
Patrimoine	54
Aide à l'exécution	54
Projets généraux.....	54
Plans d'action du client	54
Aide au travail indépendant	54
Bourses d'études du Nunavik.....	54
Personnes handicapées.....	55
Participants	55
Fonds Ilivik.....	57
Programmes territoriaux	57
Services de garde à l'enfance.....	57
Construction	57
Communications et technologies	57
Services communautaires.....	58
Santé, services sociaux et jeunesse.....	58
Mines.....	59
Tourisme.....	59
SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE.....	60
ÉTATS FINANCIERS	92

LISTE D'ABRÉVIATIONS

Administration régionale Kativik	ARK
Assurance-emploi	AE
Centre de la petite enfance	CPE
Centre local de développement Kativik	CLDK
Comité régional Kativik de l'emploi et de la formation	KRETC
Commission de la construction du Québec	CCQ
Commission scolaire Kativik	CSK
Convention de la Baie-James et du Nord québécois	CBJNQ
Entente de partenariat sur le développement économique et communautaire au Nunavik	Entente Sanarrutik
Fédération des coopératives du Nouveau-Québec	FCNQ
Fonds de revenu consolidé	FRC
Inuit Tapiriit Kanatami	ITK
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	MESS
Office municipal d'habitation Kativik	OMHK
Régie des rentes du Québec	RRQ
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik	RRSSN
Ressources humaines et Développement social Canada	RHDSC
Sécurité de la vieillesse	SV
Service de l'emploi, de la formation, du soutien du revenu et de garde à l'enfance	le Service
Taqramiut Nipingat Inc.	TNI

MOT DE LA PRÉSIDENTE DE L'ARK



Maggie Emudluk,
présidente de l'ARK.

Le Service de l'emploi, de la formation, du soutien du revenu et de garde à l'enfance est l'un des plus grands services de l'ARK. Ses nombreux employés inuits assurent la prestation en inuktitut de services importants relatifs à l'emploi, à la formation et au soutien du revenu dans toutes les communautés du Nunavik. Ils sont souvent les seules ressources dans ces domaines dans leur communauté et ils doivent offrir un très large éventail de services.

Dans le contexte du développement prévu pour la région, l'ARK entend mettre l'accent sur les jeunes. Depuis de nombreuses années, l'ARK demandait la création d'un centre d'emploi pour les jeunes au Nunavik, connu sous le nom de carrefour jeunesse-emploi (CJE). Lors de la Conférence Katimajit tenue en août 2007, le premier ministre du Québec, Jean Charest, a finalement confirmé que le Nunavik recevrait les fonds nécessaires à la mise en place d'un CJE régional.

En attendant la création du CJE, l'ARK a organisé à l'automne un colloque sur l'intégration des jeunes qui a attiré bon nombre de représentants des divers employeurs et organismes du Nunavik. Les discussions tenues ont porté fruit et ont permis de déterminer quels étaient les 12 questions prioritaires pour les jeunes. En collaboration avec ces employeurs et organismes, l'ARK s'attaquera en priorité à ces questions au cours de la prochaine année.

J'aimerais profiter de l'occasion pour remercier les employeurs du Nunavik, ainsi que les représentants des divers organismes régionaux et ministères des gouvernements fédéral et provincial qui collaborent régulièrement avec le Service. Leur contribution est essentielle au développement sain et durable des ressources humaines au Nunavik.

La présidente de l'ARK,
Maggie Emudluk

MOT DE LA DIRECTRICE DU SERVICE



Margaret Gauvin, Director,
directrice du Service.

Le Service de l'emploi, de la formation, du soutien du revenu et de garde à l'enfance a décidé d'accorder la priorité aux jeunes. Pour donner suite à cette priorité, il a embauché une conseillère en services d'emploi, afin d'aider les agents locaux d'emploi et d'autres employés du Service à élargir les services de counselling offerts aux jeunes de toutes les communautés du Nunavik.

En collaboration avec divers partenaires, le Service a également finalisé cette année la deuxième phase du plan de développement des ressources humaines de la mine Raglan, dont l'objectif est de créer une centaine d'emplois à l'intention des résidents de la région. Cette nouvelle phase du plan de développement des ressources humaines s'intitule Tamatumani et est financée en partie par Emploi-Québec et RHDSC, par l'entremise du Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones.

La directrice du Service,
Margaret Gauvin

ENTENTES

Le Service participe à cinq ententes en vertu du chapitre 29 de la CBJNQ et de l'article 351.2 de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik. Ces ententes lui permettent d'offrir une gamme complète de services et de programmes à la population du Nunavik.

ENTENTE RHDSC-ARK

L'entente quinquennale qu'ont renouvelée RHDSC et l'ARK comporte trois volets : le premier porte sur l'emploi et la formation, le deuxième sur les services de garde à l'enfance et le troisième sur les programmes territoriaux. L'ARK peut ainsi offrir un large éventail de services et de programmes fédéraux grâce à une enveloppe régionale destinée à tous les services et les programmes (provenant du Fonds de revenu consolidé), de même qu'à une enveloppe destinée à certains services et à la plupart des programmes (provenant des fonds consentis dans le cadre de l'assurance-emploi). Par ailleurs, il existe des fonds spéciaux pour les services de garde à l'enfance, les personnes handicapées et les jeunes. Enfin, le volet des programmes territoriaux permet de financer des projets de développement des ressources humaines d'envergure dans sept grands secteurs du marché du travail, soit les services de garde à l'enfance; la construction; les services communautaires; les communications et les technologies; la santé, les services sociaux et la jeunesse; les mines et, enfin, le tourisme. Les activités réalisées cette année dans chacun des secteurs sont décrites plus loin dans le présent rapport.

En 2007-2008, les frais de fonctionnement liés au volet relatif à l'emploi et à la formation se sont élevés à 3 067 378 \$. Les fonds accordés ont permis de gérer les programmes, ainsi que d'assurer la prestation des services d'assurance-emploi, de counselling et de Sécurité de la vieillesse dans toutes les communautés de la région. Les fonds accordés pour les programmes d'emploi, de formation et de services de garde à l'enfance ont atteint, quant à eux, 10 130 867 \$ cette année.

AUTRE ENTENTE CONCLUE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

L'Agence de santé publique du Canada a également fait une contribution de 724 607 \$ pour la mise en place de services de garde à l'enfance de qualité.

ENTENTES MESS-ARK

Les ententes conclues avec le MESS relativement aux services de la sécurité du revenu, des programmes d'emploi et de formation, ainsi que des services de garde à l'enfance ont été intégrées à l'Entente Sivunirmut qui est entrée en vigueur le 1^{er} avril 2004.

Trois mandats contenus dans l'Entente Sivunirmut nécessitent la participation du Service. Le premier porte sur la prestation des services de la sécurité du revenu. Cette année, les frais de fonctionnement du Service à cet égard se sont élevés à 1 490 624 \$. Le deuxième mandat permet au Service d'adapter au contexte nordique les services et les programmes d'emploi et de formation, ainsi que de counselling et de communications. Cette année, le Service a affecté à ce mandat 858 470 \$. À la suite des négociations relatives au renouvellement de l'Entente Sivunirmut, Emploi-Québec a accepté d'ajouter la somme de 328 470 \$ au fonds déjà affectés à la réalisation de ce mandat. Les frais de fonctionnement du Service pour ce deuxième mandat se sont élevés cette année à 327 725 \$. Le troisième mandat confère au Service la responsabilité de voir à la prestation des services de garde à l'enfance dans la région. Le Service transfère l'aide financière aux CPE du Nunavik et fait observer les lois et règlements applicables. Cette année, 10 412 149 \$ ont été accordés en paiements de transfert et pour les dépenses de fonctionnement. Les paiements de transfert provenant du MESS

représentaient 86,3 % des fonds que reçoivent les CPE du Nunavik et 66 % des fonds de fonctionnement de la Section des services de garde à l'enfance du Service.

Une autre entente conclue avec le MESS porte sur le Projet Sanajit. Cette entente quinquennale, qui devait expirer à la fin du présent exercice, a été prolongée d'une année, soit jusqu'en 2008-2009. En vertu de cette entente, la somme de 338 821 \$ a été accordée au Service, afin de permettre la coordination et la mise en œuvre de diverses initiatives visant à intégrer les travailleurs inuits à l'industrie de la construction du Nunavik.

Il importe également de mentionner que le Service a entamé des négociations relativement à deux autres ententes avec le MESS. La première porte sur le Régime québécois d'assurance parentale. La deuxième est une entente triennale qui a pour but d'offrir des services d'emploi et de formation aux Inuits vivant à Montréal. Le Service se réjouit à la perspective de mettre en œuvre au cours des prochains mois ces deux ententes ardemment attendues.

PERSONNEL

Le Service comprend cinq sections principales, soit les services d'emploi, le soutien du revenu, les programmes d'emploi et de formation, les services de garde à l'enfance et l'administration. La section des services d'emploi compte 22 postes (incluant les agents locaux d'emploi qui travaillent dans les domaines de l'assurance-emploi, de la sécurité du revenu et de la Sécurité de la vieillesse dans chacune des communautés de la région). La section des programmes d'emploi et de formation compte 11 postes, celle du soutien du revenu six et celle des services de garde à l'enfance huit. La section de l'administration compte, pour sa part, neuf employés.

CONSULTATION, COMMUNICATIONS ET ÉVALUATIONS

En 2007-2008, le Service a siégé à un certain nombre de comités et a participé à une évaluation. Ces activités sont décrites brièvement ci-après.

COMITÉ RÉGIONAL KATIVIK DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

Le succès du Service repose en grande partie sur la structure de consultation dont il dispose. En effet, cette structure lui permet d'obtenir l'engagement de chaque organisme régional, particulièrement en ce qui concerne la priorité accordée aux besoins en formation professionnelle. Le KRETC priorise la formation professionnelle, ainsi que la formation en milieu de travail qu'offrent certains employeurs.

Le KRETC est composé d'un représentant de chacun des organismes publics suivants : l'Institut culturel Avataq, la CSK (éducation aux adultes et services aux étudiants), la FCNQ, TNI, la RRSSN, le CLDK, la Société Makivik, l'Association des secrétaires-trésoriers du Nunavik, l'Association des jeunes Saputiit, l'Association des femmes inuites du Nunavik Saturviit et l'Association des corporations foncières du Nunavik.

Cette année, le KRETC a tenu deux rencontres (l'une en novembre et l'autre en janvier), afin d'établir les priorités concernant les activités de formation, y compris certaines formations en milieu de travail, lesquelles valent plus de 6 millions de dollars. Plus précisément, 80 projets de formation ont été planifiés pour l'an prochain et ont été approuvés par le Conseil de l'ARK.

COLLOQUE SUR L'INTÉGRATION DES JEUNES

Les 15 et 16 novembre 2007, le Service a organisé à Kuujjuaq un colloque à l'intention des jeunes, des employeurs et des représentants des gouvernements et d'autres organismes publics. Le colloque avait pour objectif de susciter les discussions relativement aux problèmes et aux défis qui se posent à l'égard de l'intégration des jeunes au marché du travail et à l'économie en général, et de trouver des solutions concrètes. Les discussions ont abouti à la rédaction d'un plan d'action en 12 points, lequel est résumé ci-dessous :

- diffuser de l'information relative aux emplois et aux carrières;
- offrir de la formation, de l'encadrement et des modèles;
- développer les compétences parentales et celles relatives au bien-être;
- investir dans les forces et les compétences traditionnelles et en faire la promotion;
- cibler l'embauche de travailleurs locaux;
- revoir les échelles salariales et les régimes d'avantages sociaux au Nunavik;
- promouvoir l'éducation;
- réaliser un plan de relève pour tous les organismes;
- appuyer les programmes de développement du leadership chez les jeunes;
- mettre sur pied des programmes parascolaires;
- soutenir la formation en entrepreneuriat et en démarrage d'entreprises;
- offrir de la formation en technologie de l'information.

COMITÉ TECHNIQUE D'EMPLOI ET DE FORMATION RAGLAN

Le Comité technique d'emploi et de formation Raglan est composé de deux représentants de chacun des organismes suivants : Xstrata Nickel, la CSK et l'ARK, en plus d'une ressource externe qui agit à titre de président du Comité. En 2007-2008, le Comité a mis la dernière main à la deuxième phase quinquennale

du plan de développement des ressources humaines de la mine Raglan. Les quatre principaux objectifs de la deuxième phase de ce plan sont les suivants :

- embaucher et former 310 Inuits en vue de placer de 70 à 100 Inuits dans des postes permanents de métiers spécialisés qui favoriseront leur avancement à long terme;
- offrir du soutien à ces Inuits nouvellement embauchés et formés en améliorant les pratiques relatives au recrutement, à la sélection des employés, à l'orientation, à l'acquisition des compétences, à la planification de la carrière, à la formation interculturelle, ainsi qu'en favorisant les bonnes relations entre les employés, les familles et les communautés;
- veiller au maintien de l'engagement de tous les intervenants;
- encourager et promouvoir l'emploi de femmes et de personnes handicapées inuites.

La deuxième phase du plan de développement des ressources humaines devrait coûter 50 millions de dollars. Le financement et le soutien nécessaires à la réalisation du plan proviendront principalement d'Xstrata Nickel et de l'ARK. En outre, une entente de financement triennale d'une valeur de 3,8 millions de dollars est sur le point d'être signée avec Emploi-Québec. Il en est de même pour une entente quinquennale d'une valeur de 9 millions de dollars, conclue cette fois avec RHDSC, dans le cadre du Partenariat pour les compétences et l'emploi des Autochtones.

RÉSEAU DE COMMUNICATION EN DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI AUTOCHTONE

Le Service est membre de ce réseau mis sur pied à l'initiative d'Affaires indiennes et du Nord Canada. Le réseau de communication en développement de l'emploi autochtone permet la promotion et la diffusion efficaces et rapides d'offres d'emploi à l'intention des Autochtones, en provenance de divers ministères et d'organismes autochtones ou autres. Les membres du réseau se réunissent deux fois par année. Grâce à l'accès Internet offert dans toutes les communautés du Nunavik, les agents locaux d'emploi reçoivent maintenant toutes les offres d'emploi diffusées par l'entremise de ce réseau.

COMITÉ DE PARTENARIAT – PARTICIPATION DES PREMIÈRES NATIONS ET DES INUITS AU MARCHÉ DU TRAVAIL

Le Service a commencé cette année à siéger à ce comité de partenariat qui vise à sensibiliser les divers organismes régionaux, provinciaux et nationaux aux difficultés que rencontrent les Premières nations et les Inuits sur le marché du travail. Le comité de partenariat assure également la liaison entre les parties intéressées et s'emploie à réduire les écarts entre la participation des Premières nations et des Inuits au marché du travail et celle du reste de la population de la province.

COMITÉ TECHNIQUE DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES INUITES – ITK

Ce Comité regroupe des agences de ressources humaines des six régions inuites du Canada dans le but de discuter de questions nationales portant particulièrement sur Service Canada. Le Comité a continué de faire pression auprès du gouvernement canadien, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour offrir des services adéquats aux Inuits vivant à Montréal. Les membres du Comité se sont rencontrés deux fois cette année.

ÉVALUATION SOMMATIVE – ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES AUTOCHTONES

Comme c'est normalement le cas, le Service a été sélectionné au sein d'un groupe de 79 agences de ressources humaines, afin de subir une évaluation à l'égard du transfert des responsabilités de Service Canada. Le

Service a collaboré avec une société d'experts-conseils chargée de procéder à l'évaluation, dont les résultats devraient être publiés au début du prochain exercice.

ACTIVITÉS SUR LES CARRIÈRES AU NUNAVIK

En janvier 2008, le Service a entrepris avec la CSK la conception et la préparation de toute la documentation nécessaire pour tenir conjointement dans l'ensemble du Nunavik des activités promotionnelles sur les carrières. Des ateliers sur les carrières seront offerts aux élèves du secondaire dans toutes les communautés de la région.

SERVICES D'EMPLOI ET DE SOUTIEN DU REVENU

ASSURANCE-EMPLOI

Les agents locaux d'emploi offrent, entre autres, des services liés à l'assurance-emploi, à la Sécurité de la vieillesse et aux demandes de numéros d'assurance sociale. Le nombre de demandes régulières d'assurance-emploi au Nunavik a diminué considérablement en raison de l'entrée en vigueur en janvier 2006 du Régime québécois d'assurance parentale et de la création d'emplois au Nunavik. Le tableau qui suit indique, par communauté et pour l'ensemble du Nunavik, le nombre de prestataires d'assurance-emploi et la somme versée en moyenne à chacun des prestataires.

En 2007, le nombre de prestataires d'assurance-emploi au Nunavik a chuté de 22 %, passant de 569 en 2006 à 444. La somme reçue en moyenne par chaque prestataire a subi une réduction encore plus importante, passant de 6 351,83 \$ en 2006 à 2 641 \$ en 2007, soit une réduction de 58 %. Les communautés de Kuujjuarapik, de Kangiqsujuaq, de Kangiqsualujjuaq, de Puvirnituq et d'Aupaluk affichent les réductions les plus importantes, alors que les demandes d'assurance-emploi dans les communautés de Salluit et de Kuujjuaq ont diminué de moitié.

Statistiques relatives à l'assurance-emploi			
	Prestataire (nbre)	Total des prestations (\$)	Moyenne (\$)
Akulivik	25	16 610	664
Aupaluk	3	5 698	1 899
Inukjuak	85	196 736	2 314
Ivujivik	13	37 079	2 852
Kangiqsualujjuaq	15	47 689	3 179
Kangiqsujuaq	15	23 552	1 570
Kangirsuk	36	152 340	4 231
Kuujjuaq	52	177 052	3 405
Kuujjuarapik	77	274 541	3 565
Puvirnituq	29	32 051	1 105
Quaqtaq	14	26 285	1 878
Salluit	50	125 296	2 506
Tasiujaq	9	15 859	1 762
Umiujaq	21	41 996	2 000
Total	444	1 172 784	2 641

SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

Le Service participe également à la prestation des services de la Sécurité de la vieillesse au Nunavik. En 2007, le taux mensuel de base des prestations de la Sécurité de la vieillesse était de 502,31 \$. Le Supplément de revenu garanti (SRG) est versé aux personnes qui reçoivent la pension mensuelle de base et dont les autres revenus sont faibles ou nuls. En 2007, une personne seule, ou dont le conjoint est âgé de moins de 60 ans, pouvait recevoir 1 136,33 \$ en SRG par mois. Dans le cas où les deux conjoints sont admissibles au SRG, chacun d'eux pouvait recevoir mensuellement 927 \$. Les personnes veuves âgées de 60 à 65 ans qui sont inadmissibles au SRG recevaient 1 020,91 \$ par mois. Le nombre de prestataires de la Sécurité de la vieillesse au Nunavik a augmenté de presque 3 % en 2007 et le taux de prestations de 6 %.

SERVICES D'EMPLOI

Le Service est chargé de fournir les services suivants dans chacune des communautés du Nunavik : assurance-emploi, recherche d'emploi, orientation vers des cours, sécurité du revenu, Régime québécois d'assurance parentale, Sécurité de la vieillesse, aide pour présenter une demande de numéro d'assurance sociale et services de garde à l'enfance. Il est également possible d'obtenir à chacun des bureaux du Service des renseignements sur les normes du travail et les droits de la personne.

Statistiques relatives aux services d'emploi									
Communauté	Plans d'action (n ^{bre})	Demandes de renseignements sur l'AE (n ^{bre})	Offres d'emploi (n ^{bre})	NAS (n ^{bre})	PV (n ^{bre})	Certificats de naissance (n ^{bre})	RQAP (n ^{bre})	RRQ (n ^{bre})	Allocations familiales (n ^{bre})
Akulivik	0	52	24	3	17	18	3	3	12
Aupaluk	0	1		7		5	6		13
Inukjuak	0	651	23	25	49	126	24		82
Ivujivik	90	26	0	6	3	25	5	3	7
Kangiqsualujjuaq	99	129	2	21	55	24	31	4	3
Kangiqsujuaq	0	102	24	2	11	11	12	2	5
Kangirsuk	7	365	62	53	73	144	52	83	73
Kuujjuaq	120	206	271	62	23	102	15	5	36
Kuujjuarapik	4	93	38	51	21	44	7	1	11
Puvirnituq	29	459	300	32	90	57	13		17
Quaqtaq	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Salluit	0	675	124	45	72	40	47	9	26
Tasiujaq	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.
Umiujaq	0	82	29	32	23	45	12	9	15
TOTAL	349	2 841	897	339	437	641	227	119	300

RÉGIME QUÉBÉCOIS D'ASSURANCE PARENTALE

Le Régime québécois d'assurance parentale offre les prestations de maternité et les prestations parentales qui étaient offertes auparavant en vertu du régime d'assurance-emploi. En 2007, le nombre de prestataires a baissé de 18 % au Nunavik, passant de 195 en 2006 à 160.

Dossiers actifs du RQAP, selon le type de prestations			
Communauté	Adoption (n^{bre})	Maternité/ parentales (n^{bre})	Paternité/ parentales (n^{bre})
Akulivik	0	4	0
Aupaluk	2	1	0
Inukjuak	1	13	5
Ivujivik	1	2	4
Kangiqualujjuaq	0	3	1
Kangiqsujuaq	4	6	0
Kangirsuk	2	7	1
Kuujjuaq	5	26	11
Kuujjuarapik	1	11	2
Puvirnituq	4	14	1
Quaqtaq	1	2	1
Salluit	2	12	3
Tasiujaq	0	1	0
Umiujaq	1	4	1
Total	24	106	30

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

En novembre 2007, le Service a embauché une conseillère en services d'emploi dont la responsabilité était de travailler étroitement avec les agents locaux d'emploi, afin de suggérer des possibilités de formation à leur intention. Après une période d'observation, il a été déterminé qu'il fallait accorder la priorité à la formation en counselling d'emploi. Les agents locaux d'emploi ont donc été invités à participer à un atelier pour apprendre à évaluer avec précision trois compétences essentielles qu'une personne doit posséder pour être efficace au travail et améliorer sa sécurité d'emploi, soit la lecture, l'utilisation de documents et la maîtrise du calcul. Grâce à cette formation, les agents locaux d'emploi peuvent maintenant déceler les lacunes de leurs clients et leur proposer une formation qui augmentera leur productivité. Il y a également eu en mars un autre atelier de formation à l'intention des agents locaux d'emploi et du personnel du Service où il a été question notamment du recrutement prochain de 70 Nunavimmiuts pour travailler à la mine Raglan.

SECTION DU SOUTIEN DU REVENU

Le Service gère au Nunavik les programmes d'aide de dernier recours conformément aux politiques et aux procédures du MESS. Au cours de la dernière année, le MESS a entrepris de simplifier ces procédures. Il a examiné des façons de faciliter l'accès aux renseignements nécessaires et a étudié la possibilité de préparer un seul document de référence. En outre, les méthodes utilisées pour calculer les contributions parentales et l'avoir liquide ont été simplifiées.

Le MESS a également pris des mesures en 2007-2008 afin d'assouplir certaines règles des programmes d'aide de dernier recours. Les clients ne sont désormais plus obligés de produire des déclarations annuelles et les réévaluations annuelles ne sont réalisées que si le travailleur juge qu'une telle réévaluation est nécessaire ou

dans le cas où le dossier est administré par une tierce partie. De plus, les adultes autonomes et les chefs de famille monoparentale ne présentant pas de contraintes sévères à l'emploi peuvent maintenant faire leur déclaration mensuelle par téléphone s'il n'y a eu aucun changement à leur situation.

Le site Web du MESS contient des renseignements généraux sur les programmes d'aide de dernier recours du gouvernement du Québec, ainsi que les formulaires nécessaires pour présenter une demande et d'autres formulaires : www.mess.gouv.qc.ca.

Nombre de prestataires d'aide de dernier recours, par mois												
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Janvier	Février	Mars
Akulivik	77	79	68	64	74	71	74	77	72	74	70	74
Aupaluk	1	1	2	2	2	2	1	1	2	3	2	2
Inukjuak	240	243	233	226	250	257	270	273	271	277	278	281
Ivujivik	18	24	23	18	21	21	24	24	24	24	23	14
Kangihsualujjuaq	128	129	132	131	115	127	124	120	105	110	106	112
Kangihsujuaq	51	41	46	41	20	20	25	27	29	32	34	33
Kangirsuk	32	21	26	24	22	20	20	19	19	24	22	16
Kuujjuaq	99	89	79	77	70	79	79	74	66	60	57	59
Kuujjuarapik	35	35	36	37	32	32	31	29	28	32	33	33
Puvirnituq	133	131	137	141	140	143	138	135	134	132	134	132
Quaqtaq	11	12	12	12	12	12	12	12	13	10	10	10
Salluit	151	152	156	10	7	29	48	76	84	83	96	120
Tasiujaq	5	5	5	5	5	5	4	4	4	4	4	4
Umiujaq	51	54	54	61	49	54	47	43	53	63	57	56
Total	1 032	1 016	1 009	849	819	872	897	914	904	928	926	946

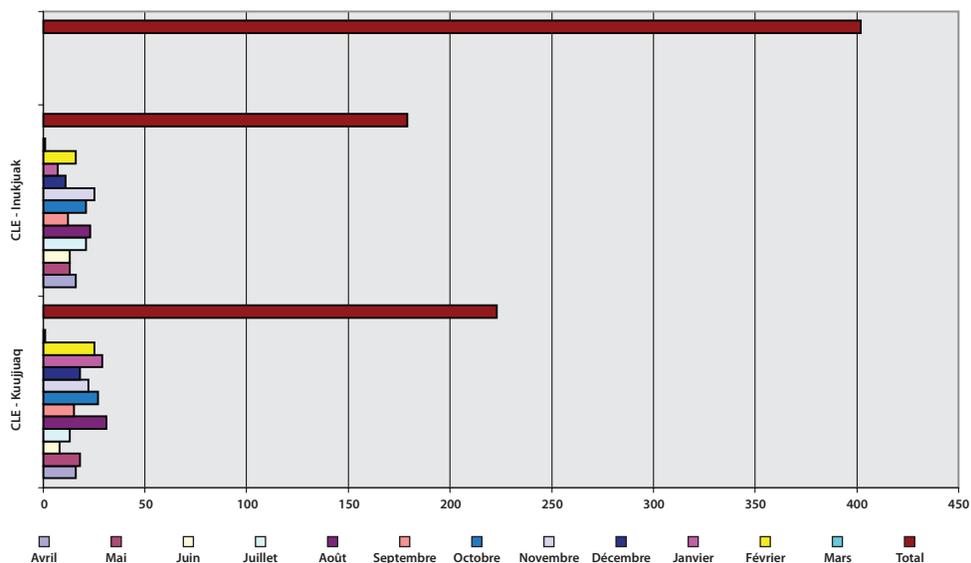
Prestations d'aide de dernier recours, par centre local d'emploi		
	Centre local d'emploi de Kuujjuaq (\$)	Centre local d'emploi d'Inukjuak (\$)
Avril	151 960,37	187 179,13
Mai	148 115,28	186 632,73
Juin	148 973,07	182 690,51
Juillet	100 276,02	181 274,36
Août	91 421,18	199 159,72
Septembre	95 762,72	187 329,88
Octobre	102 877,35	189 375,94
Novembre	108 482,41	188 815,94
Décembre	107 695,69	188 818,53
Janvier	112 693,24	196 455,26
Février	116 807,31	195 428,37
Mars	124 385,71	192 280,51
Total	1 409 450,35	2 275 440,88

En 2007-2008, la somme de 3 684 891,23 \$ a été versée en prestations mensuelles d'aide de dernier recours au Nunavik.

Dossiers actifs d'aide de dernier recours, par centre local d'emploi		
	Centre local d'emploi de Kuujjuaq (n ^{bre})	Centre local d'emploi d'Inukjuak (n ^{bre})
Avril	235	289
Mai	232	288
Juin	234	279
Juillet	154	275
Août	136	285
Septembre	149	286
Octobre	152	286
Novembre	162	289
Décembre	162	292
Janvier	170	297
Février	175	297
Mars	187	293
Moyenne	179	288

Au Nunavik, 467 dossiers actifs d'aide de dernier recours ont été traités en moyenne chaque mois au cours de 2007-2008.

Nouvelles demandes traitées en 2007-2008

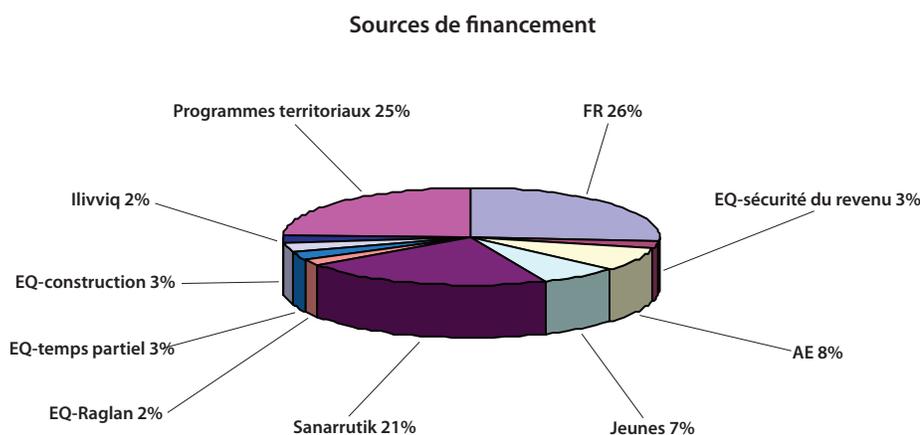


En 2007-2008, un total de 423 nouvelles demandes d'aide de dernier recours ont été traitées au Nunavik.

PROGRAMMES D'EMPLOI, DE FORMATION ET DES SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

SOURCES DE FINANCEMENT DES PROGRAMMES

Le Service dispose de plusieurs sources de financement pour les programmes et activités qu'il offre. Chacune des sources de financement pour 2007-2008 est indiquée dans le graphique qui suit.



RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL CANADA

L'entente quinquennale qu'ont renouvelée en 2005 RHDSC et l'ARK en était à sa troisième année. L'entente prévoit le versement de fonds dans cinq catégories précises :

Fonds de revenu consolidé

Le Fonds de revenu consolidé est la plus importante source de financement du Service. En 2007-2008, les contributions provenant du Fonds de revenu consolidé ont atteint 4 014 967 \$ et ont été réparties entre 2 074 participants, en vertu de 162 ententes différentes, ce qui représente en moyenne 1 936 \$ par participant. Une portion importante du financement disponible en 2007-2008 avait été reportée du budget de 2006-2007.

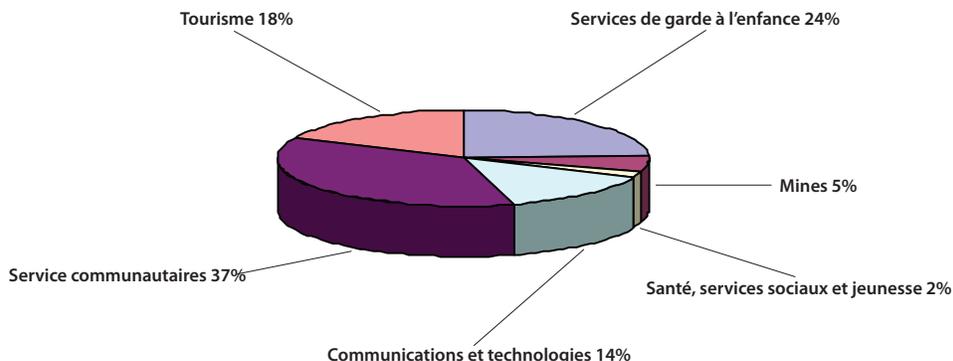
Fonds de l'assurance-emploi

Les contributions provenant du Fonds de l'assurance-emploi ont atteint cette année 1 194 642 \$ et ont été réparties entre 298 participants, en vertu de 68 ententes, ce qui représente en moyenne 4 009 \$ par participant.

Fonds des programmes territoriaux

Les programmes territoriaux ont pour but d'offrir d'autres possibilités d'emploi et de formation dans sept grands secteurs du marché du travail, soit la construction; les mines; le tourisme; la santé, les services sociaux et la jeunesse; les services communautaires; les services de garde à l'enfance; ainsi que les communications et les technologies. En 2007-2008, les contributions provenant du Fonds des programmes territoriaux ont atteint 3 579 314 \$ et ont été réparties entre 1 088 participants en vertu de 74 ententes, ce qui représente en moyenne 3 290 \$ par participant. Les contributions étaient plus élevées cette année, car une portion importante du financement disponible du budget de 2006-2007 avait été reportée à celui de 2007-2008.

Fonds des programmes territoriaux



Fonds pour les jeunes

Dans le cadre de l'entente conclue entre RHDSC et l'ARK, une partie des fonds que reçoit le Service du Fonds de revenu consolidé doit être affectée aux programmes visant les jeunes, c'est-à-dire les personnes âgées de moins de 30 ans, lesquelles représentent 60 % de la population de la région. En 2007-2008, le montant minimal annuel prévu au budget était de 983 331 \$. Le Service a dépensé la majorité de cette somme, soit 883 109 \$, pour le programme Défi. Les fonds provenant du Fonds de revenu consolidé ont aussi servi à financer les programmes jeunesse suivants : Patrimoine, L'école avant tout, Projets généraux et Achats de formation.

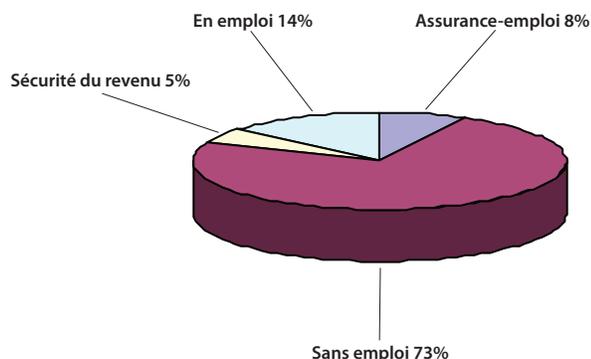
Fonds pour les personnes handicapées

Dans le cadre de l'entente conclue entre RHDSC et l'ARK, une partie des fonds que reçoit le Service doit être consacrée aux personnes handicapées. Malgré les efforts déployés pour encourager les employeurs à embaucher des personnes handicapées, il n'a pas été possible d'atteindre l'objectif d'intégration professionnelle qui avait été fixé. La plupart des clients visés étaient réticents d'être identifiés comme étant des personnes handicapées. En 2007-2008, la somme de 48 069 \$ provenant des fonds de l'assurance-emploi a été dépensée à l'intention de 9 participants, ce qui représente en moyenne 5 341 \$ par participant.

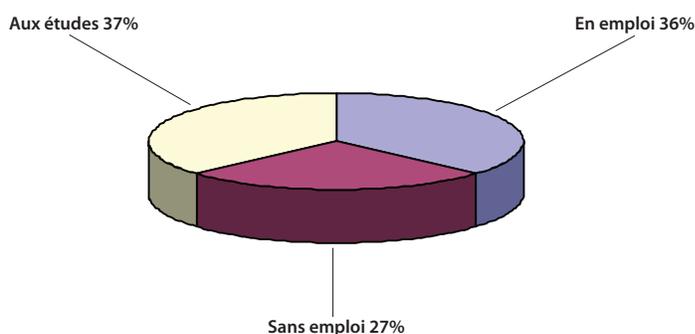
Obligation de rendre des comptes

Pour assurer une saine gestion publique, l'entente conclue entre RHDSC et l'ARK exige que le Service transmette au Ministère des données sur chacun des participants aux programmes, afin d'expliquer comment les fonds ont été dépensés et d'identifier les personnes qui ont bénéficié du financement. L'an dernier, le Service a élaboré 5 291 plans d'action du client dans le cadre de ses programmes et a transmis à RHDSC 4 104 dossiers, lesquels comprenaient les renseignements suivants : nom et prénom, date de naissance, sexe, adresse, statut des participants au début de l'emploi ou de l'activité de formation et statut des participants à la fin de la période de formation. Les graphiques qui suivent indiquent le statut des participants lors de l'élaboration de leur plan d'action et à la fin des activités de formation.

Statut des participants lors de l'élaboration de leur plan d'action



Statut des participants à la fin des activités



EMPLOI-QUÉBEC

Fonds à temps partiel

En 2007-2008, la contribution d'Emploi-Québec s'est élevée à 458 000 \$ et a permis d'atteindre 1 170 participants, par l'entremise de 36 ententes, ce qui représente en moyenne 391 \$ par participant. Voici quelques-unes des activités que le Service a financées grâce à la contribution d'Emploi-Québec : cours de premiers soins (80 participants), cours de conduite de camion (classe 3) dans trois communautés (32 participants), compétences professionnelles (29 participants), terminologie juridique (11 participants), cours de conduite d'autobus (15 participants), cours portant sur la préparation d'un budget familial (41 participants) et formation d'entraîneurs de hockey locaux (27 participants). De plus, Emploi-Québec a financé dans un certain nombre de communautés des séances de formation sur les compétences traditionnelles inuites, lesquelles étaient coordonnées par l'Institut culturel Avataq (285 participants).

Fonds destinés à la sécurité du revenu

Ces fonds sont exclusivement destinés aux prestataires de la sécurité du revenu. La contribution annuelle est de 400 000 \$. En 2007-2008, ces fonds ont permis au Service d'atteindre 145 participants, par l'entremise de 50 ententes, ce qui représente en moyenne 2 759 \$ par participant.

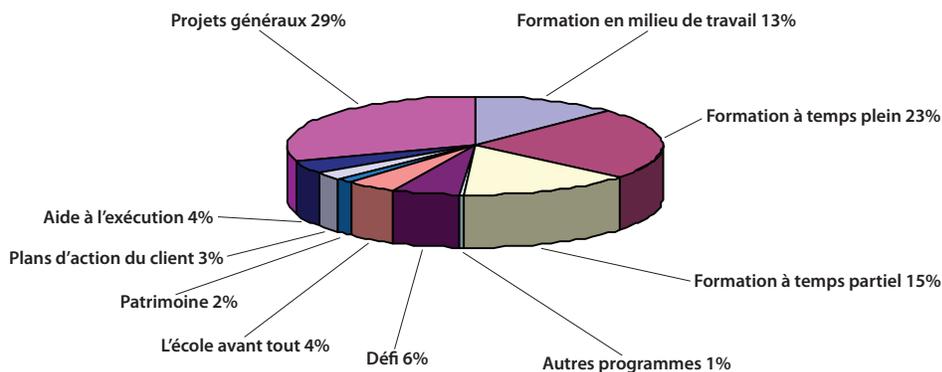
STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE SANARRUTIK

En 2002, le gouvernement du Québec, la Société Makivik et l'ARK ont signé l'Entente Sanarrutik, dont la durée est de 25 ans. Dans le cadre de l'Entente Sanarrutik, des fonds sont affectés à des projets de développement communautaire. L'exercice 2007-2008 marquait la sixième année de mise en œuvre de la Stratégie de développement communautaire Sanarrutik. Chaque année, la Stratégie permet d'accroître le nombre de participants aux programmes offerts par le Service.

La Stratégie prévoit l'affectation de fonds tous les ans à chacun des villages nordiques du Nunavik. Comme par les années passées, la somme d'un million de dollars a été répartie également entre les 14 villages nordiques et une somme additionnelle a été versée aux villages nordiques en fonction de leur population inuite. Les engagements conclus en cours d'année et les sommes versées se sont chiffrés à 4 197 471 \$. Dans le cadre de la Stratégie, le Service est chargé de recevoir les demandes de projet provenant des villages nordiques et, comme c'est le cas pour d'autres programmes, il doit réaliser les analyses nécessaires, soumettre les demandes à l'approbation du Comité administratif de l'ARK et assurer le suivi de leur mise en œuvre.

PROGRAMMES

Financement par programme



Intégration à l'emploi

Ce programme offre aux jeunes des possibilités de formation et de stage en milieu de travail, afin d'accroître leur employabilité et de les aider à trouver un emploi dans la région. Aucune activité particulière n'a été réalisée dans le cadre de ce programme de septembre 2007 jusqu'à la fin de l'hiver 2008. Le Service déploie actuellement des efforts afin de renouveler cette initiative pour l'automne 2008.

Formation en milieu de travail

Ce programme fait la promotion de la création d'emplois et offre de la formation en milieu de travail aux travailleurs nouvellement embauchés. En 2007-2008, la somme de 1 939 578 \$ a été dépensée dans le cadre de ce programme, par l'entremise de 58 ententes. Les sommes les plus importantes ont été consacrées à l'embauche de techniciens du comportement au sein de la CSK et à l'embauche d'employés pour les services financiers de la FCNQ.

Achats de formation à temps plein

Ce programme permet d'offrir de la formation, afin d'améliorer l'employabilité des participants et d'accroître les compétences des participants qui ont déjà un emploi. Le KRETC se réunit au début de chaque année pour déterminer les priorités de formation à l'échelle régionale.

On comptait cette année 53 dossiers actifs. La somme totale versée s'est élevée à 3 535 104 \$. Une somme additionnelle de 161 048 \$ a également été versée en allocations. Une importante part de la contribution a été versée à la formation en éducation de la petite enfance, laquelle a été offerte dans les communautés d'Inukjuak, de Salluit, de Kangiqsujuaq, de Quaqtac, de Kangirsuk et d'Aupaluk. La CSK a également offert d'autres cours de formation portant sur la mécanique de véhicules légers, la nutrition, l'informatique, la plomberie et les systèmes intérieurs. Des fonds ont également été consacrés à la formation de policier et à la formation dans le secteur minier.

Achats de formation à temps partiel

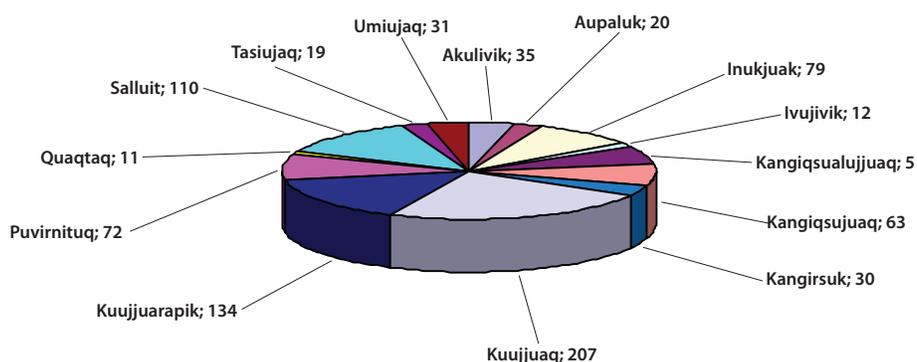
Les objectifs de ce programme sont très similaires à ceux du programme Achats de formation à temps plein. Toutefois, les formations offertes dans le cadre de ce programme sont de courte durée. Le programme est également facilement adaptable aux besoins des participants et des employeurs. Ce sont la plupart du temps les employeurs qui présentent des demandes de financement, afin d'améliorer les compétences de leurs employés. Les employeurs couvrent de 40 à 75 % des coûts de formation dans le cadre de ce programme.

Cette année, la formation offerte dans le cadre de ce programme a touché un large éventail de domaines dont la production des déclarations de revenus, les premiers soins, les opérations aéroportuaires, le fonctionnement des corporations foncières, la gestion des CPE, la prospection de gîtes minéraux, la soudure, les cours de conduite de camion (classe 3) et de véhicule de promenade (classe 5), l'entretien des bâtiments et le counselling de recherche d'emploi. Le programme a également inclus des ateliers d'arts divers, ainsi que des ateliers de langues et d'informatique. Les fonds versés dans le cadre de ce programme se sont élevés au total à 2 478 403 \$ incluant les allocations.

Défi

Ce programme a pour objectif d'offrir des possibilités d'emploi aux étudiants. Plus précisément, il permet aux jeunes d'explorer divers domaines de travail, d'acquérir de l'expérience de travail, de toucher un certain revenu et de devenir plus autonomes. Dans le cadre de ce programme, des contributions sont versées aux employeurs qui embauchent des étudiants pendant le congé d'été ou entre les trimestres. En 2007-2008, les dépenses engagées se sont élevées à 697 031 \$ et ont permis d'atteindre 637 jeunes, ce qui représente en moyenne 1 094 \$ par participant.

Emplois occupés par des étudiants, par communauté



Défi à temps partiel

Ce programme permet aux employeurs qui embauchent à temps partiel des étudiants à temps plein pendant l'année scolaire de recevoir des contributions financières. Selon les règlements établis par la Commission des normes du travail, les étudiants à temps plein ne peuvent pas travailler plus de 15 heures par semaine durant l'année scolaire. En 2007-2008, les dépenses engagées se sont élevées à 206 989 \$ et ont permis d'atteindre 215 jeunes, ce qui représente en moyenne 963 \$ par participant.

L'école avant tout

Le programme L'école avant tout offre toute une gamme de mesures pour encourager les jeunes à poursuivre et à terminer leurs études. Il aide les jeunes à acquérir les outils dont ils ont besoin pour intégrer le marché du travail et cible les jeunes qui risquent d'abandonner l'école. Les contributions financières sont versées pour la réalisation de projets proposés par la CSK et des enseignants des écoles du Nunavik.

Plusieurs projets permettent à des jeunes d'acquérir des compétences par l'entremise de l'économie sociale et de l'action communautaire. Comme c'est le cas depuis quelques années, des fonds ont été accordés par l'entremise du programme L'École avant tout pour l'organisation d'un camp de sciences régional. Cette année, deux groupes ont participé au camp qui a eu lieu à Kangiqsujuaq.

En 2007-2008, les dépenses engagées se sont élevées à 601 289 \$ et ont permis d'atteindre 489 participants, par l'entremise de sept projets, ce qui représente en moyenne 1 230 \$ par participant.

Patrimoine

Ce programme vise à transmettre les connaissances traditionnelles aux jeunes et à faire la promotion de la culture inuite. Toutes les activités du programme Patrimoine sont réalisées par les villages nordiques du Nunavik sur une période de 10 à 12 mois. Les activités incluent notamment les techniques de base de survie dans l'Arctique, ainsi que la production de vêtements et d'outils traditionnels. En 2007-2008, les dépenses engagées se sont élevées à 267 686 \$ et ont permis d'atteindre 133 participants, par l'entremise de 11 projets. La somme additionnelle de 39 107 \$ a été versée en allocations. Ainsi, chaque participant a reçu en moyenne 2 307 \$.

Aide à l'exécution

Les activités réalisées dans le cadre du programme Aide à l'exécution viennent appuyer d'autres initiatives d'emploi et de formation. Ces activités incluent notamment les ressources humaines nécessaires à la planification et à la coordination de plusieurs programmes du Service. En 2007-2008, 14 ententes d'une valeur de 662 716 \$ ont été mises en œuvre.

Projets généraux

Le programme Projets généraux donne aux participants la possibilité de développer leurs compétences et les aide à intégrer un emploi. Ce programme sert aussi à répondre, au cas par cas, aux besoins particuliers des projets des employeurs. En 2007-2008, les dépenses engagées se sont élevées à 4 586 739 \$ et ont permis d'atteindre 653 participants, par l'entremise de 71 ententes, ce qui représente en moyenne 7 024 \$ par participant. La majorité de ces ententes ont été financées par la Stratégie de développement communautaire Sanarrutik, laquelle a fourni plus de 4,1 millions de dollars.

Plans d'action du client

Ce programme a été mis en œuvre afin d'aider financièrement des personnes sans emploi qui désirent avoir accès aux possibilités d'emploi, mais qui requièrent une formation particulière pour pouvoir poser leur candidature. Les personnes qui ont un emploi, mais qui désirent améliorer leur employabilité, peuvent également être admissibles au programme. En 2007-2008, les dépenses engagées se sont élevées à 186 573 \$ et ont permis d'atteindre 128 participants, ce qui représente en moyenne 1 458 \$ par participant.

Aide au travail indépendant

Le programme Aide au travail indépendant vise les personnes qui désirent se lancer en affaires. En 2007-2008, deux personnes ont profité de ce programme. Les dépenses totales pour ce programme se sont élevées à 23 036 \$.

Bourses d'études du Nunavik

Ce programme vise à encourager les jeunes qui poursuivent des études postsecondaires. Les bourses annuelles versées dans le cadre de ce programme se situent entre 1 600 et 3 000 \$, montant qui varie selon le niveau d'études et les résultats qu'obtiennent les étudiants. Cette année des bourses ont été accordées à six étudiants poursuivant des études universitaires et à cinq étudiants poursuivant des études collégiales.

La somme totale qui a été versée en bourses au cours de l'exercice a atteint 26 200 \$, ce qui représente en moyenne 2 382 \$ par étudiant.

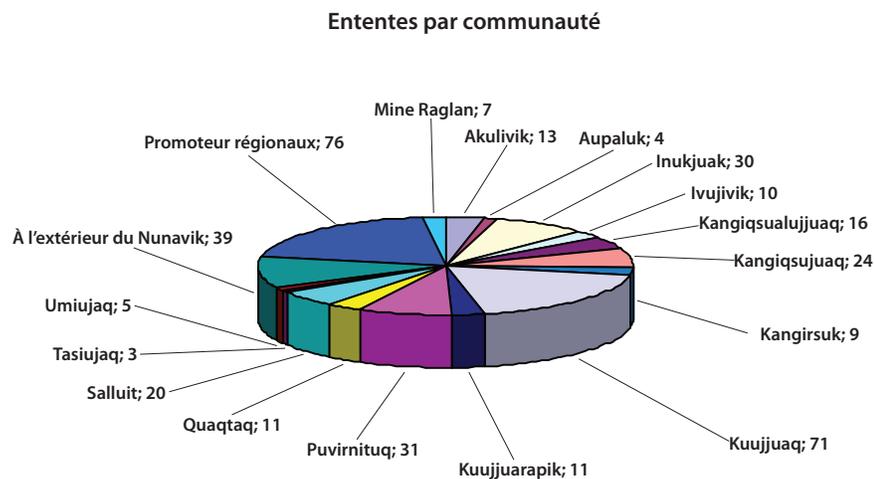
Personnes handicapées

Ce programme vise à aider financièrement les personnes handicapées. En 2007-2008, les dépenses engagées se sont élevées 28 965 \$ et ont permis d'atteindre six participants, ce qui représente en moyenne 4 828 \$ par participant. Des personnes handicapées s'étaient également inscrites à des activités d'autres programmes réguliers. Pour de plus amples renseignements sur cette clientèle en particulier, veuillez consulter la section intitulée Sources de financement des programmes du présent rapport annuel. Le Service s'efforce de faire la promotion de ce programme qui est sous-utilisé.

PARTICIPANTS

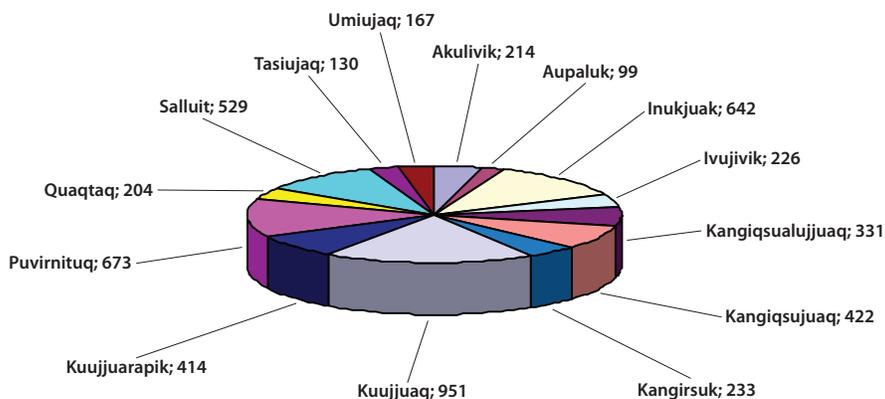
Le nombre sans cesse croissant de participants aux programmes démontre que le Service répond à un besoin bien réel. L'un des principaux objectifs du Service est d'offrir un éventail de services d'emploi et de formation adaptés au plus grand nombre de personnes possible. Le Service réussit à atteindre cet objectif en organisant des formations dans chacune des communautés de la région, en fonction de la demande. En 2007-2008, au moins une séance de formation a été organisée dans chacune des communautés. Il y a eu notamment des ateliers d'informatique, des activités préalables à l'emploi et des cours en éducation de la petite enfance.

Les graphiques qui suivent indiquent le nombre de projets qui ont été approuvés dans chaque communauté du Nunavik, le taux de participation et le nombre de clients.



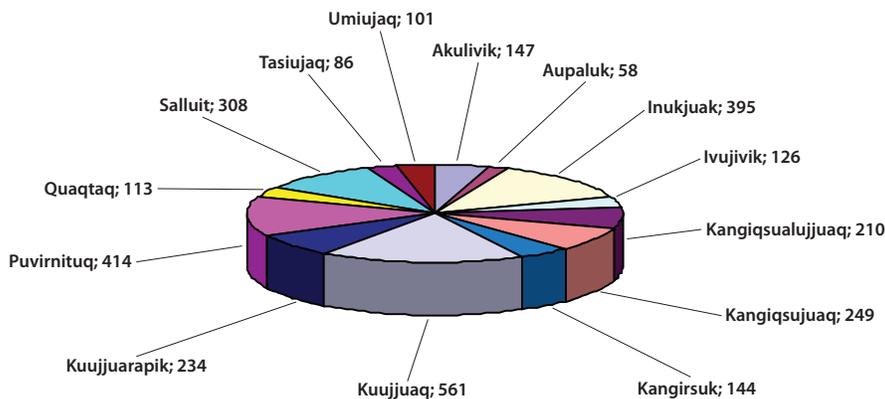
Le nombre d'ententes conclues dans chacune des communautés est un bon indicateur de la taille de la communauté, de son bassin de travailleurs et de l'intérêt manifesté envers les activités d'emploi et de formation. Les activités réalisées à l'extérieur du Nunavik sont principalement liées aux Bourses d'études du Nunavik et à certains programmes de formation. Les ententes régionales sont définies comme étant des ententes qui atteignent des participants dans plus d'une communauté. La plupart des ententes régionales sont offertes à toutes les communautés du Nunavik. Toutefois, la représentation des communautés dans les activités régionales peut varier.

Participants par communauté



Un participant est une personne qui participe à une activité d'emploi et de formation quelconque. Un participant peut facilement participer à plus d'une activité d'emploi et de formation et est donc comptabilisé pour chacune des activités auxquelles il prend part. La base de données des participants du Service couvre toutes les activités réalisées ou qui reçoivent du financement au cours d'un exercice donné. Certains participants peuvent habiter à l'extérieur du Nunavik, comme c'est le cas d'étudiants collégiaux et universitaires qui reçoivent une bourse. Les nombres de participants qui apparaissent ci-dessus correspondent à toutes les données sur les participants qui ont été recueillies à la fin du présent exercice.

Clients par communauté



Le graphique ci-dessus indique le nombre de clients selon leur communauté d'origine. Par exemple, un client qui participe à un programme d'emploi d'été pour étudiant et qui reçoit une bourse d'études apparaît deux fois dans la banque de données des participants, mais une seule fois dans la banque de données des clients. La situation est la même pour une personne sans emploi qui participe à plusieurs activités de formation (c'est-à-dire qu'elle suit un atelier d'informatique de deux semaines, un cours de premiers soins de 15 heures et une formation préalable à l'emploi de 30 heures) et qui, au cours du même exercice financier, commence un emploi chez un employeur qui reçoit une contribution du Service pour l'emploi en question. La personne sera comptabilisée quatre fois dans la banque de données des participants, mais une seule fois dans la banque de données des clients.

FONDS ILIVVIK

Le Service s'occupe de la gestion et de la coordination des projets financés par le Fonds Ilivvik. Ce sont les dirigeants de la CSK et de l'ARK qui approuvent les demandes. En 2007-2008, 13 participants ont pris part à des projets financés par le Fonds Ilivvik.

PROGRAMMES TERRITORIAUX

Dans le cadre du volet des programmes territoriaux de l'entente conclue entre RHDSC et l'ARK, de nombreux projets de formation ont été commencés ou poursuivis au cours de l'exercice dans les sept grands secteurs visés. Ces projets sont décrits ci-après.

Services de garde à l'enfance

En collaboration avec la CSK et le cégep de St-Félicien, la formation en éducation de la petite enfance s'est poursuivie dans sept communautés du Nunavik. Soixante-quatorze personnes ont pris part à divers cours de formation. De plus, la majorité des directeurs des CPE ont participé à des ateliers de perfectionnement portant sur les thèmes suivants : gestion du temps, enfants aux besoins particuliers et communications. Enfin, 89 membres du personnel des CPE ont reçu de la formation sur la nutrition, les premiers soins et les techniques d'entretien. Les programmes territoriaux ont permis de créer de nouveaux postes d'éducateurs, de directeurs, de cuisiniers et de concierges.

Construction

Le Projet Sanajit a été lancé il y a cinq ans, afin d'aider les travailleurs inuits de la construction du Nunavik à acquérir les qualifications nécessaires pour travailler légalement dans un métier de la construction. En 2007-2008, le Projet a encore une fois fait la promotion de l'embauche de travailleurs inuits qui étaient inscrits sur la liste de priorité d'embauche que tient à jour le personnel du Service. Les travailleurs qui figurent sur cette liste doivent répondre à certaines exigences de base établies par la CCQ. Plus précisément, ils doivent avoir réussi le cours Santé et sécurité générale sur les chantiers de construction et ils doivent détenir un certificat de compétence dans leur métier.

Le Projet Sanajit fait la promotion de l'embauche de travailleurs inuits en offrant des subventions aux entreprises privées et aux organismes publics régionaux. Plus précisément, le Service offre un montant pouvant atteindre 60 % du salaire (ou un maximum de 11,50 \$ de l'heure) pour chaque travailleur inuit embauché dans le cadre du Projet. Les secteurs public et privé ont toutefois participé modestement au Projet. Des 180 charpentiers-menuisiers qui figuraient sur la liste de priorité d'embauche du Service, seulement 90 ont trouvé du travail lors de la dernière saison de construction. Qui plus est, les subventions n'ont couvert le salaire que de 42 travailleurs inuits.

Pour améliorer l'employabilité des travailleurs inuits, le Service et la CSK ont continué d'offrir cette année, au Centre de formation Nunavimmi Pigiursavik d'Inukjuak, des cours de formation dans divers métiers de la construction, soit en électricité, en plomberie, en chauffage et dans un domaine spécialisé de la charpenterie-menuiserie (l'installation de systèmes intérieurs). Les étudiants de Pigiursavik qui réussissent leur examen deviennent des apprentis dans leur métier. Il importe de mentionner que six apprentis charpentiers-menuisiers du Nunavik ont accumulé plus de 6 000 heures de travail et sont admissibles à l'examen de compagnon de la CCQ. L'examen devrait avoir lieu en juin 2008.

Enfin, le Service canalisera ses efforts l'été prochain à la création d'une campagne pour faire la promotion auprès des Inuits des possibilités d'emploi dans l'industrie de la construction.

Communications et technologies

Le secteur des communications et des technologies comprend au Nunavik des postes en soutien technique en informatique, ainsi qu'en radio et télédiffusion. C'est un secteur très prometteur : la demande en travailleurs locaux augmente et les salaires sont assez élevés. La dépendance accrue à la technologie de l'information a

eu pour effet de multiplier les besoins en soutien technique. Néanmoins, les travailleurs de cette branche nécessitent une formation avancée et, actuellement, ce sont des employés du Sud qui occupent la plupart des postes existants. La plupart des grands organismes du Nunavik comptent maintenant des postes à temps plein en technologie de l'information. Quelques entreprises privées offrent également de tels services dans la région. Cette année, le Service a investi un peu plus de 500 000 \$ dans l'élaboration de projets en communications et en technologies. Plus précisément, TNI a été le principal client pour la formation en radio et télédiffusion. Le personnel travaillant dans cette branche des communications et des technologies est très stable, ce qui contraste avec la branche de la technologie de l'information où la plupart des organismes du Nunavik connaissent une grave pénurie de main-d'œuvre.

Pour exploiter le potentiel de la jeune population de la région, la CSK et le Service ont organisé un atelier d'informatique itinérant qui a été offert dans toutes les communautés du Nunavik au cours des dernières années. En juin 2007, un projet pilote de formation en réparation de matériel informatique et en dépannage a été réalisé avec succès à Kangiqsualujuaq. Depuis, la première et la deuxième phases de cette formation ont été offertes à Inukjuak, à Puvirnituq, à Kangiqsujuaq et à Kuujuaq.

De plus, l'ARK a organisé en octobre 2007 une séance de rétroaction à l'intention des principaux organismes de la région et des entreprises privées qui offrent du soutien, afin de tracer les grandes lignes des défis que représentent la technologie de l'information et des besoins particuliers du Nunavik à ce chapitre. Un certain nombre de stratégies ont été proposées pour relever ces défis et répondre aux besoins et elles sont présentement mises en œuvre. Ainsi, un poste de formateur à temps plein et cinq postes de coformateurs à temps partiel ont été créés. Par l'entremise de ce programme territorial, le Service a également fourni du financement pour des stages en technologie de l'information et pour la coordination de la technologie de l'information à la CSK.

L'an prochain, une formation avancée en informatique et en dépannage sera offerte à Kangiqsualujuaq et d'anciens participants à une formation en technologie de l'information recevront de la formation en vue des examens de certification de Microsoft. Le Service consacrera également des efforts en 2008 pour aider à la formation d'au moins une personne-ressource technique dans chacune des communautés, ce qui se traduira par la création de 14 postes à temps partiel en service de soutien en matière de technologie de l'information.

Services communautaires

Un certain nombre d'activités ont encore une fois été réalisées cette année pour favoriser le développement des communautés du Nunavik. Plus précisément, la formation offerte aux opérateurs d'usine d'eau potable s'est poursuivie pour faire en sorte que chaque village nordique satisfasse aux nouvelles normes du gouvernement du Québec à l'égard de l'eau potable. À l'été, un cours de formation théorique a été offert à Inukjuak, et à l'hiver une formation pratique a été offerte à chacun des participants dans sa communauté de résidence.

Voici d'autres initiatives de formation qui ont été réalisées en 2007-2008 : une formation en mécanique de véhicules légers a été offerte à Kuujuaq; une formation d'animateur a été offerte à une cinquantaine de jeunes de quelques communautés en vue de la réalisation de nouvelles activités dans les secteurs du tourisme et des services sociaux, ainsi que dans les maisons des jeunes; un cours de conduite de bouteur, une formation en recrutement de personnel offerte au personnel du CPRK et une formation en plomberie et en soudure ont permis d'atteindre environ 200 participants. Enfin, en collaboration avec la FCNQ et la Caisse d'économie solidaire Desjardins, une formation a été offerte aux employés des cinq succursales de la Coopérative de services financiers du Nunavik qui ont ouvert leurs portes en 2007-2008.

Santé, services sociaux et jeunesse

Peu d'activités ont été réalisées dans le cadre de ce programme territorial, car les organismes régionaux œuvrant dans ce secteur faisaient face à une grave pénurie de ressources pour administrer de telles activités. Il importe toutefois de mentionner qu'un cours de perfectionnement des compétences a été offert au personnel du Centre de traitement Isuarsivik.

Mines

La formation offerte dans ce secteur est coordonnée par le Comité technique d'emploi et de formation Raglan. Le Comité est composé de représentants de l'ARK, de la CSK et d'Xstrata Nickel, et a pour mandat d'encourager l'embauche de travailleurs inuits au complexe minier Raglan. L'ARK (par l'entremise des programmes que gère le Service) et Xstrata Nickel partagent les coûts de formation, alors que l'ARK est chargée de l'administration de cette formation et de la reddition de comptes.

Au cours de la dernière année, Xstrata Nickel a mis sur pied diverses activités de formation pour les emplois suivants : mineur de fond (orientation et formation d'apprentis), commis d'entrepôt et soudeur (formation d'apprentis). Il s'agit de la première fois qu'une formation d'apprenti soudeur était offerte au Nunavik. Il importe de mentionner que 12 participants étaient inscrits dans le cours d'apprenti mineur de fond. Plus de 25 personnes ont participé aux diverses formations qui ont coûté au total près de 400 000 \$. Tous les candidats qui ont réussi leur formation ont obtenu un poste à temps plein au complexe minier.

Tourisme

En 2007-2008, le Service a achevé le *Rapport sur les tendances et les possibilités touristiques au Nunavik*. Selon le rapport, il serait possible de créer au Nunavik près de 20 emplois à temps plein et 40 emplois à temps partiel dans l'industrie touristique d'ici à 2010, puis 45 emplois à temps plein et 85 à temps partiel d'ici à 2012. Tous les intervenants en tourisme de la région, tant des représentants d'organismes régionaux que d'entreprises privées, ont participé à l'élaboration du Rapport. Plus précisément, en ce qui concerne les organismes régionaux, il y avait des représentants de la Section des parcs, du Service des loisirs et du Service de la recherche et du développement économique de l'ARK, ainsi que des représentants de l'Association touristique du Nunavik, de la Société Makivik, de l'Institut culturel Avataq, de l'Association des jeunes Saputiit, de la FCNQ et de la CSK. Quant au secteur privé, il y avait des représentants d'Air Inuit, d'Aventures arctiques, de Cruise North Expeditions, de First Air, du Centre de formation du Nunavik en survie arctique, de diverses entreprises touristiques et de corporations foncières. Dans le plan d'action que propose le *Rapport sur les tendances et les possibilités touristiques au Nunavik*, les communautés de Kangiqsujuaq, de Kangiqsualujuaq, de Puvirnituk et de Kuujuaq ont été sélectionnées pour la réalisation d'un projet pilote de tourisme communautaire. Chaque projet pilote comprend trois phases : informer la communauté des possibilités touristiques, développer des produits touristiques, puis mettre les produits à l'essai et réaliser des activités de marketing.

Le Service a également contribué en 2007-2008 à l'élaboration d'un plan de formation en tourisme à l'intention du personnel des parcs, au salaire du personnel et aux stages d'été rémunérés des jeunes auprès d'un croisiériste, au salaire du coordonnateur en tourisme employé par la Société Makivik, à la formation en service à la clientèle et en accueil à l'intention des jeunes dans neuf communautés, à la rédaction de modules d'interprétation portant sur la culture et le patrimoine, à la formation en plongée autonome et en parachutisme auprès d'un exploitant d'entreprise touristique d'aventure, au salaire d'un coordonnateur de projets touristiques employé par l'Association touristique du Nunavik, à la tenue d'un atelier d'information sur le tourisme et à la deuxième phase du projet pilote de tourisme communautaire à Kangiqsujuaq. La communauté de Kangiqsujuaq a été en mesure d'accueillir 400 touristes provenant de bateaux de croisière avec le soutien du Service. En collaboration avec l'Association des jeunes Saputiit, 14 jeunes Inuits provenant des quatre coins de la région ont pu acquérir de la formation en milieu de travail dans le domaine de l'accueil, de l'expédition et de la gestion d'équipes culturelles. Pour toutes les activités susmentionnées, le Service a versé 935 000 \$.

L'an prochain, le Service prévoit concentrer ses efforts à plusieurs projets, dont l'élaboration de la troisième phase du projet pilote de tourisme communautaire à Kangiqsujuaq et de la première phase d'un projet pilote similaire à Kangiqsualujuaq; l'organisation de stages auprès de divers exploitants d'entreprises touristiques d'aventure et de croisiéristes; la mise sur pied d'une formation en développement de produits touristiques à Kuujuaq, à Kangirsuk, à Inukjuak et à Salluit avec Aventures arctiques, ainsi que d'une formation sur l'intégration de la culture et du patrimoine dans les produits touristiques pour faire du Nunavik un centre d'excellence en tourisme autochtone.

SERVICES DE GARDE À L'ENFANCE

En 2007-2008, le Service a reçu les fonds nécessaires à l'administration des services de garde à l'enfance au Nunavik de trois sources différentes. Par l'entremise de l'Entente Sivunirmut, le Service a reçu 10 412 149 \$; ces fonds ont été affectés à l'exploitation des CPE, de même qu'aux activités de base de la Section des services de garde à l'enfance. RHDSC a, pour sa part, transféré la somme de 1 390 775 \$ qui a été utilisée pour réduire le ratio personnel-enfants dans les CPE. Enfin, l'Agence de santé publique du Canada a transféré 724 607 \$, afin d'aider les CPE à atteindre les objectifs concernant la santé, l'épanouissement et le bien-être des enfants et de leur famille.

La Section offre du soutien technique aux conseils d'administration formés de parents et aux employés des CPE du Nunavik dans les domaines de la gestion financière, de la gestion des bâtiments, des assurances, des activités d'apprentissage, de la nutrition, de la santé, de l'hygiène, des activités du conseil d'administration, des lois et règlements, de la gestion du personnel et des politiques internes. La Section voit à ce que des visites soient effectuées régulièrement aux CPE de la région et maintient des contacts réguliers avec eux pour veiller à ce que les enfants qui fréquentent les CPE soient bien encadrés et que les lois et règlements applicables soient bien respectés.

Au cours de l'année, la Section a réalisé un certain nombre de projets visant à doter les CPE du Nunavik d'outils adaptés à la culture inuite. D'abord, comme un certain nombre de jeunes enfants dans la région souffrent d'anémie ou de carence en fer (ce qui peut causer des retards de développement et rendre les enfants moins résistants aux infections), la Section a poursuivi la mise en œuvre d'un projet sur la nutrition dans toute la région. Plus particulièrement, la Section a finalisé des menus comprenant beaucoup d'aliments traditionnels riches en fer tels que du caribou, du phoque, du béluga, de l'omble chevalier, des petits fruits, de l'oie et des moules et a offert de la formation aux cuisinières des CPE, afin de les aider à adopter les nouveaux menus.

Deuxièmement, la formation en inuktitut des éducatrices des CPE de toutes les communautés du Nunavik continue d'être une priorité. Le cours de base est d'une durée de 1 400 heures et donne droit à une attestation d'études collégiales. Cette année, des cours étaient offerts à Inukjuak, à Umiujaq, à Kangiqsujuaq et à Quaqtaq. Troisièmement, un projet visant à déceler des problèmes de développement des enfants qui fréquentent les CPE s'est poursuivi. Ce projet a pour but d'améliorer les services d'appui offerts dans chacun des CPE. En outre, six directeurs de CPE ont terminé une formation sur mesure en gestion au cours de 2007-2008. La Section prévoit offrir cette formation de nouveau l'an prochain à l'intention d'autres directeurs de CPE dans la région. Enfin, un atelier a été offert cette année dans le but de produire des livres en inuktitut pour les enfants âgés de 0 à 4 ans qui fréquentent les CPE de la région. Deux éducatrices de chaque communauté ont participé à l'atelier qui a eu lieu à Salluit. L'atelier a porté fruit puisque 19 livres ont été produits. Ils seront publiés, puis distribués aux CPE du Nunavik.

CPE	Communauté	N ^{bre} de places
Saqliavik	Kuujjuarapik	40
Umiujaq	Umiujaq	30
Tasiurvik, Pigiursaviapik	Inukjuak	110
Sarliatauvik	Puvirnituq	80
Akulivik	Akulivik	30
Amaarvik	Ivujivik	30
Tasiursivik	Salluit	60
Mikjuq	Kangijsujuaq	45
Kamattsivik	Quaqtaq	30
Amaartuavik	Kangirsuk	30
Sukliateet	Aupaluk	30
Qulliapik	Tasiujaq	30
Iqitauvik, Tumiapiit	Kuujjuaq	160
Aqaivik	Kangijsualujjuaq	60
Pairitsivik (agence de services de garde en milieu familial)	Nunavik	49
Total		814



ᐅᑎᐱᓪ ᓄᓇᑦᑦᑲᑦ ᐅᑦᑲᓴᓴᑦ
Administration régionale Kativik
Kativik Regional Government

**Employment, Training, Income Support
and Childcare Department**

Our Mission

To provide comprehensive and professional employment and training services to the population of Nunavik and endeavour to train a competent and skilled Inuit workforce.

TABLE OF CONTENTS

LIST OF ABBREVIATIONS.....	67
MESSAGE FROM THE CHAIRPERSON OF THE KRG	68
MESSAGE FROM THE DEPARTMENT DIRECTOR	68
AGREEMENTS.....	69
HRSDC-KRG Agreement.....	69
Other Federal Agreement	69
MESS-KRG Agreements	69
STAFF.....	70
CONSULTATION, COMMUNICATIONS AND EVALUATIONS	71
Kativik Regional Employment and Training Committee	71
Youth Integration Symposium	71
Raglan Employment and Training Technical Committee	71
Native Employment Development Communication Network	72
Partnership Committee – First Nations/Inuit Labour Market	72
Inuit Human Resources Development Technical Committee – ITK.....	72
Summative Evaluation – Aboriginal Human Resources Development Agreement ..	72
Nunavik Career Activities	72
EMPLOYMENT AND INCOME SUPPORT SERVICES	73
Employment Insurance.....	73
Old Age Security	73
Employment Services	74
Québec Parental Insurance Plan	75
Capacity Building.....	75
Income Support Section.....	75
EMPLOYMENT, TRAINING AND CHILDCARE PROGRAMS	78
Program Funding Sources	78
Human Resources and Social Development Canada	78
Consolidated Revenue Fund.....	78
Employment Insurance Funding.....	78
Territorial Programs Funding	78
Youth Funding.....	79
Disability Funding	79
Accountability.....	79

Emploi-Québec.....	80
Part-time Funding	80
Income Security Funding.....	80
Sanarrutik Community Development Strategy.....	81
Programs.....	81
Job Entry.....	81
On-the-Job Training	81
Purchase of Full-Time Training.....	81
Purchase of Part-Time Training	82
Challenge.....	82
Challenge Part-Time	82
Stay-in-School	82
Heritage.....	83
Delivery Assistance	83
General Projects	83
Client Action Plans	83
Self-Employment	83
Nunavik Scholarship Fund	83
Persons with Disabilities	83
Participants	84
Ilivik Funds.....	85
Territorial Programs.....	85
Childcare	85
Construction	86
Communications and Technology	86
Community Services	87
Health, Social Services and Youth.....	87
Mining.....	87
Tourism	87
CHILDCARE	89
FINANCIAL STATEMENT	92

LIST OF ABBREVIATIONS

<i>Agreement concerning Block Funding for the Kativik Regional Government</i>	Sivunirmut
Commission de la construction du Québec (construction board)	CCQ
Consolidated Revenue Fund	CRF
Employment Insurance	EI
Employment, Training, Income Support and Childcare Department	ETISC
Federation of Co-operatives of Northern Québec	FCNQ
Human Resources and Social Development Canada	HRSDC
Inuit Tapiriit Kanatami	ITK
<i>James Bay and Northern Québec Agreement</i>	JBNQA
Kativik Local Development Centre	KLDC
Kativik Municipal Housing Bureau	KMHB
Kativik Regional Employment and Training Committee	KRETC
Kativik Regional Government	KRG
Kativik School Board	KSB
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (employment and social solidarity)	MESS
Nunavik Regional Board of Health and Social Services	NRBHSS
Old Age Security	OAS
<i>Partnership Agreement on Economic and Community Development in Nunavik</i>	Sanarrutik
Régie des rentes du Québec (pension board)	RRQ
Taqramiut Nipingat Inc.	TNI

MESSAGE FROM THE CHAIRPERSON OF THE KRG



JULIE GRENIER

Maggie Emudluk,
Chairperson, KRG

The ETISC Department is one of the KRG's largest departments. Its many Inuit employees ensure the delivery of important employment, training and income support services in Inuktitut in every Nunavik community. Often, they are the only resource available in their community and the range of services they must deliver is huge.

In the framework of Nunavik's future development, the KRG intends to put emphasis on the region's youth. For years, the KRG has been advocating for Nunavik a youth employment centre, known in Québec as a carrefour jeunesse-emploi (CJE). In August 2007 at the Katimajit Conference, Premier Jean Charest was finally able to confirm that Nunavik will receive the funds necessary to implement a regional CJE.

While awaiting the creation of this CJE, the KRG nonetheless proceeded with a youth integration symposium in the fall. The symposium was widely attended by representatives of Nunavik's various employers and organizations. Importantly, they agreed on 12 priority youth issues. In co-operation with these employers and organizations, the KRG will make these issues a priority in the coming year.

I would like to take this opportunity to thank Nunavik's employers, its various regional organizations, and the federal and provincial government departments that regularly work with the ETISC Department. Their contributions are essential to the continued and sound development of human resources in Nunavik.

Maggie Emudluk
Chairperson
Kativik Regional Government

MESSAGE FROM THE DEPARTMENT DIRECTOR



RICHARD DESROSIERS

Margaret Gauvin, Director,
ETISC Department

At the ETISC Department, we have identified youth as our priority. In particular, this priority has led us to hire an employment services counsellor dedicated to helping local employment officers and other ETISC Department employees to increase the counselling offered to young people in all of Nunavik's communities.

This past year, in cooperation with its various partners, the ETISC Department also finalized a second phase of human resources development planning for the Raglan mining site. An objective has been set to create more than 100 new jobs for the region's residents. This new human resources development phase is being called Tamatumani and includes the support of Emploi-Québec and HRSDC through the Aboriginal Skills and Employment Partnership.

Margaret Gauvin
Department Director

AGREEMENTS

The ETISC Department is party to five agreements in conformity with Section 29 of the JBNQA and section 351.2 of the *Act respecting Northern Villages and the Kativik Regional Government*. Under these agreements, the ETISC Department is able to provide a full range of services and programs to the residents of Nunavik.

HRSDC-KRG AGREEMENT

The renewed five-year agreement between the KRG and HRSDC comprises three components: the first component deals with employment and training, the second component with childcare services, and the third component with specific territorial programs. The agreement makes it possible to offer a wide range of federal services and programs through a regional budget for all services and programs (paid for through the Consolidated Revenue Fund) and another budget for some services and most programs (paid for with Employment Insurance funding). There is also special funding available for childcare services, handicapped individuals and youth. Finally, the purpose of the territorial programs component is to make available funding for major human resource development projects in seven specific labour market sectors: childcare; construction; community services; communications and technology; health, social services and youth; mining; and tourism. The different activities carried out in each sector this year are reviewed later in this report.

In 2007–2008, the ETISC Department's operating budget for employment and training activities totalled \$3,067,378. This funding ensured that programs as well as Employment Insurance, counselling and Old Age Security services were delivered in each of Nunavik's communities. For their part, employment, training and childcare program funds totalled \$10,130,867 this past year.

OTHER FEDERAL AGREEMENT

The Public Health Agency of Canada made a financial contribution of \$724,607 for the development of quality childcare services.

MESS-KRG AGREEMENTS

Agreements with the MESS for income security services, employment and training programs, as well as childcare services were transferred to the Sivunirmut Agreement, which took effect on April 1, 2004.

Three mandates under the Sivunirmut Agreement involve the ETISC Department. The first mandate covers the delivery of income security. This past year, the ETISC Department's related operating expenditures totalled \$1,490,624. The second mandate allows the ETISC Department to better adapt its employment and training, counselling and communication services and programs to the North. This year, the Department allocated \$858,470 for these purposes. Further to the Sivunirmut Agreement renewal negotiations, Emploi-Québec agreed to add \$328,470 to the funding available for this mandate. Operating expenditures under this second mandate totalled \$327,725 this year. Under the third Sivunirmut Agreement mandate, the ETISC Department oversees the delivery of childcare services in the region, transferring financial assistance as well as administering the laws and regulations that apply to childcare centres. This year, \$10,412,149 for transfer payments and operating expenditures was received. MESS funding comprised 86.3% of the transfer funds received by the region's childcare centres and 66% of the operating funds used by the ETISC Department's Childcare Section.

A further agreement with the MESS relates to the Sanajit Project. The five-year agreement was supposed to have expired at the end of this year, but was instead extended through 2008–2009. Under the agreement, \$338,821 was made available to co-ordinate and implement various initiatives related to the insertion of Inuit workers into Nunavik's construction industry.

It is also important to mention that the ETISC Department is in the process of negotiating two more agreements with the MESS. The first concerns the Québec Parental Insurance Plan. The second is a three-year agreement to implement employment and training services for Inuit living in Montreal. The Department looks forward to the implementation of these two long-awaited agreements in the coming months.

STAFF

The ETISC Department is divided into five main sections: employment services, income support, employment and training programs, childcare services, and administration. The Department's employment services involves 22 positions (including local employment officers in each Nunavik community who perform work related to Employment Insurance, income security and Old Age Security). Eleven positions are involved in the delivery of employment and training programs. Income support consists of six positions and childcare services eight. The Department's administration section comprises nine positions.

CONSULTATION, COMMUNICATIONS AND EVALUATIONS

In 2007–2008, the ETISC Department participated on a number of committees and in one evaluation. These are described briefly below.

KATIVIK REGIONAL EMPLOYMENT AND TRAINING COMMITTEE

The key to the ETISC Department's success is a consultation mechanism that ensures the involvement of all regional organizations, particularly with regard to vocational training priorities. The KRETC prioritizes vocational training and on-the-job training offered by certain employers.

The KRETC is composed of one representative from each of the following public bodies: the Avataq Cultural Institute, the KSB (Adult Education and Student Services sections), the FCNQ, TNI, the NRBHSS, the KLDC, the Makivik Corporation, the Association of Secretary-Treasurers of Nunavik, the Saputiit Youth Association, the Saturviit Inuit Women's Association of Nunavik and the Nunavik Landholding Corporations Association.

This year, the KRETC held two meetings (one in November and one in January) to set priorities with respect to training activities (including some on-the-job training) worth more than \$6 million. Specifically, 80 training projects were planned for the coming year, and were approved by the KRG Council.

YOUTH INTEGRATION SYMPOSIUM

On November 15 and 16, 2007, the ETISC Department organized in Kuujuaq a meeting for youth, employers, and representatives of government and other public agencies. The symposium was aimed at moving discussion of the issues and challenges facing the integration of youth into the labour force, and into the economy in general, towards concrete action. The discussion led to the creation of a 12-point plan of action, which is summarized below:

- promote job and career information;
- provide training, mentoring and role models;
- develop parenting and well-being skills;
- invest and promote traditional strengths and skills;
- target the hiring of local people;
- review salary scales and benefit packages in Nunavik;
- promote education;
- conduct succession planning for all organizations;
- sponsor youth leadership programs;
- develop after-school programs;
- support entrepreneurship and business start-up training;
- deliver information technology training.

RAGLAN EMPLOYMENT AND TRAINING TECHNICAL COMMITTEE

The Raglan Employment and Training Technical Committee is composed of two representatives of each of the following organizations: Xstrata Nickel, the KSB and the KRG, plus an external resource who acts as the Committee's chair. In 2007–2008, the Committee finalized the five-year second phase of the human resource development plan for the Raglan mining site. The four key objectives of this proposal are:

- hire and train 310 Inuit with a goal of placing 70 to 100 Inuit in permanent, skilled-trade jobs that will allow for long-term advancement;
- deliver support for these newly hired and trained Inuit by reinforcing practices regarding recruitment, employee selection, orientation, skills training, career planning, intercultural training, as well as good employee, family and community links;
- ensure the continued commitment of all stakeholders;
- encourage and promote the employment of Inuit women and disabled persons.

The second phase of the human resource development plan is expected to cost \$50 million. Funding and support for the plan will mainly come from Xstrata Nickel and the KRG. As well, a three-year funding agreement will be signed shortly with Emploi-Québec for \$3.8 million, and a five-year agreement with HRSDC for \$9 million under the Aboriginal Skills and Employment Partnership.

NATIVE EMPLOYMENT DEVELOPMENT COMMUNICATION NETWORK

The ETISC Department is a member of this network, an initiative of Indian and Northern Affairs Canada. The Network quickly and efficiently promotes and communicates information about Native employment opportunities within different government departments as well as Native and other organizations. Network representatives meet twice a year. With Internet access in each Nunavik community, local employment officers are now able to receive information on all the jobs posted to the Network.

PARTNERSHIP COMMITTEE – FIRST NATIONS/INUIT LABOUR MARKET

The ETISC Department is a new member of this committee that aims to heighten the awareness of various regional, provincial and national agencies about the issues facing the First Nations/Inuit labour market, in addition to serving as a link between concerned stakeholders. In particular, the committee is committed to closing the gaps between the First Nations/Inuit labour market and that for the rest of Québec.

INUIT HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT TECHNICAL COMMITTEE – ITK

This committee unites human resource agencies from the six Inuit regions of Canada to discuss national issues related specifically to Service Canada. The committee continued making representations to the Canadian government to obtain the funding necessary to deliver an adequate level of service to Inuit living in Montreal. The Committee met twice during the past year.

SUMMATIVE EVALUATION – ABORIGINAL HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT AGREEMENT

As is usually the case, the ETISC Department was selected within a group of seventy-nine human resource agencies to be evaluated regarding the transfer of Service Canada responsibilities. The Department co-operated with the consultant firm contracted to carry out the evaluation and results should be published early in the coming year.

NUNAVIK CAREER ACTIVITIES

In January 2008, the ETISC Department began work with the KSB to design and prepare all the documentation necessary for joint career promotional activities throughout Nunavik. Career workshops will be offered to high school students in all the region's communities.

EMPLOYMENT AND INCOME SUPPORT SERVICES

EMPLOYMENT INSURANCE

The ETISC Department's local employment officers provide services related to, among other things, Employment Insurance, Old Age Security and social insurance number applications. The number of regular claimants, as well as the average gross amount paid per claimant, for each Nunavik community and the region as a whole are illustrated in the table below.

In 2007, the number of regular Employment Insurance claimants in Nunavik decreased significantly by 22%, from 569 the previous year to 444. A more dramatic decrease of 58% occurred in the average amount received by each claimant from \$6,351.83 in 2006 to \$2,641 in 2007. The communities of Kuujjuarapik, Kangiqsujuaq, Kangiqsualujjuaq, Puvirnituq and Aupaluk experienced the greatest decreases, while requests for benefits in the communities of Salluit and Kuujjuaq were half that of the previous year. This change in the number of regular claimants and the amount of benefits received can be explained, in part, by job creation in Nunavik as well as by the implementation of the Québec Parental Insurance Plan.

Employment Insurance Statistics			
	Claimants (no.)	Total EI benefits (\$)	Average (\$)
Akulivik	25	16,610	664
Aupaluk	3	5,698	1,899
Inukjuak	85	196,736	2,314
Ivujivik	13	37,079	2,852
Kangiqsualujjuaq	15	47,689	3,179
Kangiqsujuaq	15	23,552	1,570
Kangirsuk	36	152,340	4,231
Kuujjuaq	52	177,052	3,405
Kuujjuarapik	77	274,541	3,565
Puvirnituq	29	32,051	1,105
Quaqtaq	14	26,285	1,878
Salluit	50	125,296	2,506
Tasiujaq	9	15,859	1,762
Umiujaq	21	41,996	2,000
Total	444	1,172,784	2,641

OLD AGE SECURITY

The Department assists with the delivery of Old Age Security benefits in Nunavik. In 2007, the basic monthly rate paid to Old recipients was \$502.31. The Guaranteed Income Supplement is an additional amount paid to individuals who receive the basic monthly rate and have little or no other income. In 2007, the monthly rate for the Guaranteed Income Supplement was \$1,136.33 for an individual who was single or whose spouse was under 60 years of age. When both spouses were eligible for the Guaranteed Income Supplement each individual received \$927.00 per month. Widows between the ages of 60 and 65 but who were ineligible for the Supplement nonetheless received \$ 1,020.91 per month. The number of Old Age Security recipients in Nunavik increased by almost 3% in 2007, and the level of allowances by 6%.

EMPLOYMENT SERVICES

The ETISC Department is responsible for the delivery throughout Nunavik of services related to the following programs and activities: Employment Insurance, job searches, course referrals, income security, Québec Parental Insurance Plan, Old Age Security, social insurance number application assistance and childcare. Information on work standards and human rights may also be obtained from each of the Department's offices.

Employment Services Statistics									
Community	Action plans (no.)	EI enquiries (no.)	Job offers (no.)	SIN (no.)	OAS (no.)	Birth certificates (no.)	QPIP (no.)	RRQ (no.)	Family allowances (no.)
Akulivik	0	52	24	3	17	18	3	3	12
Aupaluk	0	1		7		5	6		13
Inukjuak	0	651	23	25	49	126	24		82
Ivujivik	90	26	0	6	3	25	5	3	7
Kangihsualujuaq	99	129	24	21	55	24	31	4	3
Kangihsujuaq	0	102	24	2	11	11	12	2	5
Kangirsuk	7	365	62	53	73	144	52	83	73
Kuujuaq	120	206	271	62	23	102	15	5	36
Kuujuarapik	4	93	38	51	21	44	7	1	11
Puvirnituk	29	459	300	32	90	57	13		17
Quaqtaq	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Salluit	0	675	124	45	72	40	47	9	26
Tasiujaq	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A
Umiujaq	0	82	29	32	23	45	12	9	15
TOTAL	349	2841	897	339	437	641	227	119	300

QUÉBEC PARENTAL INSURANCE PLAN

The Québec Parental Insurance Plan delivers maternity and parental benefits previously provided under Employment Insurance. In 2007, the number of claimants in Nunavik decreased by 18%, from 195 the previous year to 160.

Active QPIP Files, by Type of Leave			
Community	Adoption (no.)	Maternity/ parental (no.)	Paternity/ parental (no.)
Akulivik	0	4	0
Aupaluk	2	1	0
Inukjuak	1	13	5
Ivujivik	1	2	4
Kangiqsualujjuaq	0	3	1
Kangiqsujuaq	4	6	0
Kangirsuk	2	7	1
Kuujjuaq	5	26	11
Kuujjuarapik	1	11	2
Puvirnituq	4	14	1
Quaqtaq	1	2	1
Salluit	2	12	3
Tasiujaq	0	1	0
Umiujaq	1	4	1
Total	24	106	30

CAPACITY BUILDING

In November 2007, the ETISC Department hired an employment services advisor to work closely with local employment officers in order to develop training opportunities for them. After a period of observation, employment counseling training was identified as a priority. Local employment officers were therefore invited to participate in a workshop that taught them to accurately measure three essential skills needed for safe and productive employment: reading, document use and numeracy. With this training, local employment officers can now identify skill gaps among their clients and focus training to increase their clients' productivity. Another training workshop for local employment officers and other concerned ETISC staff in March focused on the upcoming recruitment of 70 Nunavimmiut for work at the Raglan mining site, as well as other matters of importance.

INCOME SUPPORT SECTION

The ETISC Department manages last-resort assistance programs in Nunavik in accordance with the policies and procedures of the MESS. Over the past year, the MESS undertook to simplify these procedures, studying ways to facilitate access to the necessary information and the possibility of preparing a single reference document. As well, the methods employed to calculate parental contributions and dilapidated liquid assets were simplified.

The MESS also took steps in 2007–2008 to make it easier for last-resort assistance clients to comply with the applicable program rules. Clients are no longer required to produce annual statements and annual reassessments are only carried out if the worker judges such an assessment to be necessary or if the file is administered by a third party. Independent adults or the heads of single-parent families without a severely

limited capacities for employment can moreover now make their monthly statements by phone if there is no change in their circumstances.

General information on Québec government last-resort financial assistance programs, as well as applications and other forms are available on the MESS website at www.mess.gouv.qc.ca.

Last-resort Assistance Recipients, by Month												
	Apr	May	Jun	Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar
Akulivik	77	79	68	64	74	71	74	77	72	74	70	74
Aupaluk	1	1	2	2	2	2	1	1	2	3	2	2
Inukjuak	240	243	233	226	250	257	270	273	271	277	278	281
Ivujivik	18	24	23	18	21	21	24	24	24	24	23	14
Kangiqsualujuaq	128	129	132	131	115	127	124	120	105	110	106	112
Kangiqsujuaq	51	41	46	41	20	20	25	27	29	32	34	33
Kangirsuk	32	21	26	24	22	20	20	19	19	24	22	16
Kuujuaq	99	89	79	77	70	79	79	74	66	60	57	59
Kuujuarapik	35	35	36	37	32	32	31	29	28	32	33	33
Puvirnituq	133	131	137	141	140	143	138	135	134	132	134	132
Quaqtaq	11	12	12	12	12	12	12	12	13	10	10	10
Salluit	151	152	156	10	7	29	48	76	84	83	96	120
Tasiujuaq	5	5	5	5	5	5	4	4	4	4	4	4
Umiujaq	51	54	54	61	49	54	47	43	53	63	57	56
Total	1032	1016	1009	849	819	872	897	914	904	928	926	946

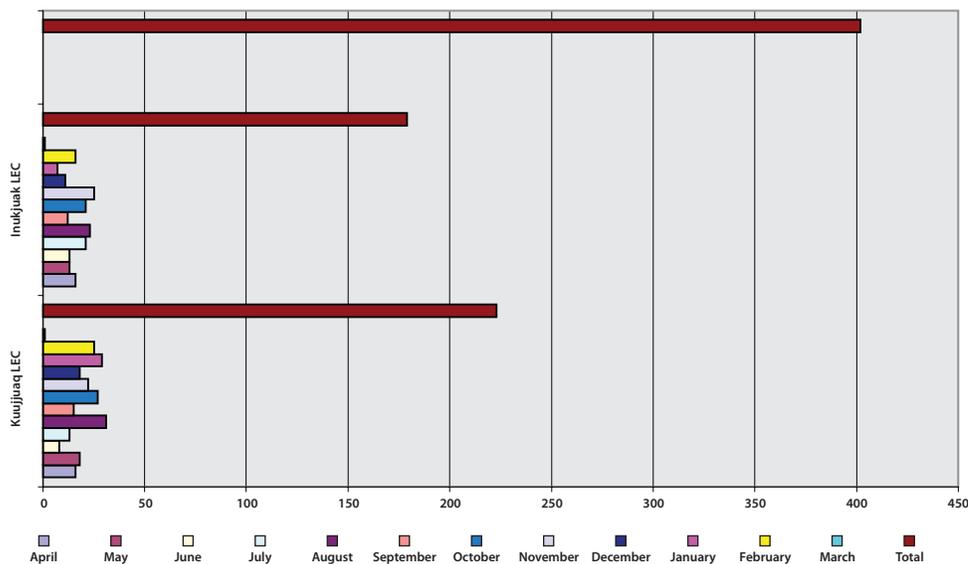
Last-resort Assistance Payments, by Local Employment Centre		
	Kuujuaq local employment centre (\$)	Inukjuak local employment centre (\$)
April	151,960.37	187,179.13
May	148,115.28	186,632.73
June	148,973.07	182,690.51
July	100,276.02	181,274.36
August	91,421.18	199,159.72
September	95,762.72	187,329.88
October	102,877.35	189,375.94
November	108,482.41	188,815.94
December	107,695.69	188,818.53
January	112,693.24	196,455.26
February	116,807.31	195,428.37
March	124,385.71	192,280.51
Total	1,409,450.35	2,275,440.88

In 2007–2008, a total of \$3,684,891.23 was paid in regular monthly last-resort assistance in Nunavik.

Active Last-resort Assistance Files, by Local Employment Centre		
	Kuujuuaq local employment centre (no.)	Inukjuak local employment centre (no.)
April	235	289
May	232	288
June	234	279
July	154	275
August	136	285
September	149	286
October	152	286
November	162	289
December	162	292
January	170	297
February	175	297
March	187	293
Average	179	288

In 2007–2008, an average of 467 active last-resort assistance files were managed every month in Nunavik.

New Applications Filed in 2007-2008

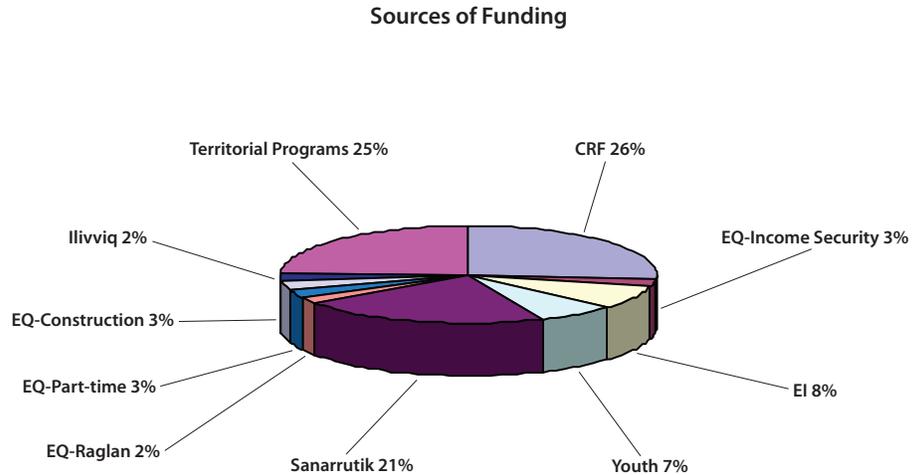


In 2007–2008, a total of 423 new last-resort assistance applications were filed in Nunavik.

EMPLOYMENT, TRAINING AND CHILDCARE PROGRAMS

PROGRAM FUNDING SOURCES

Funding for ETISC Department programs and activities comes from several different sources. Funding sources for 2007–2008 are identified in the chart below.



HUMAN RESOURCES AND SOCIAL DEVELOPMENT CANADA

The five-year HRSDC–KRG agreement was in its third year of implementation since being renewed 2005. The agreement provides for funding in five specific categories:

Consolidated Revenue Fund

The Consolidated Revenue Fund is the largest funding source for the ETISC Department. In 2007–2008, Consolidated Revenue Fund contributions totalled \$4,014,967 for 2,074 participants through 162 agreements. This represents an average of \$1,936 per participant. A significant portion of the funding available for 2007–2008 had been carried over from the 2006–2007 budget.

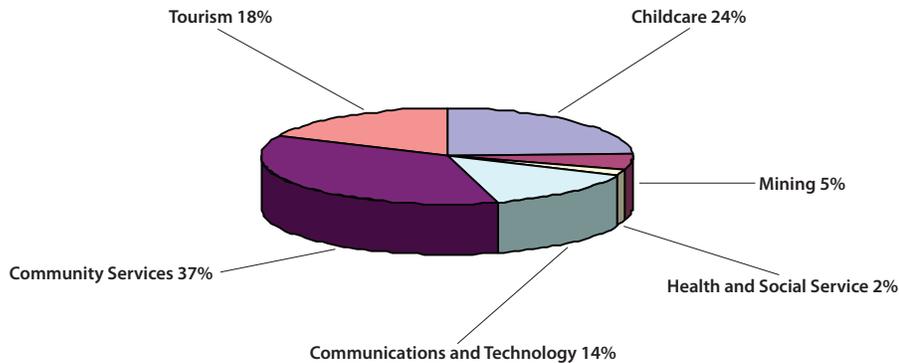
Employment Insurance Funding

Employment Insurance funding contributions for 2007–2008 totalled \$1,194,642 for 298 participants through 68 agreements. This represents an average of \$4,009 per participant.

Territorial Programs Funding

The purpose of the territorial programs funding is to create additional employment and training opportunities in seven specific labour market sectors: construction; mining; tourism; health, social services and youth; community services; childcare; as well as communications and technology. In 2007–2008, the Territorial Programs Funding contributions totalled \$3,579,314 for 1,088 participants through 74 agreements. This represents an average of \$3,290 per participant. This exceeded the funding available for 2007–2008 with the excess amount being recuperated from funding that had been carried over from the 2006–2007 budget.

Territorial Programs Funding



Youth Funding

Under the HRSDC–KRG agreement, a part of the Consolidated Revenue Fund funding received by the ETISC Department must be directed towards youth programs. Youth are a group defined as individuals under the age of 30, who make up 60% of Nunavik’s population. For the 2007–2008 budget, the minimum annual contribution was \$983,331. The ETISC Department spent the majority of these available funds, an amount of \$883,109, on the Challenge program. Other youth programs that the ETISC Department funded through the Consolidated Revenue Fund were: Heritage, Stay-in-School, General Projects as well as Purchase of Training.

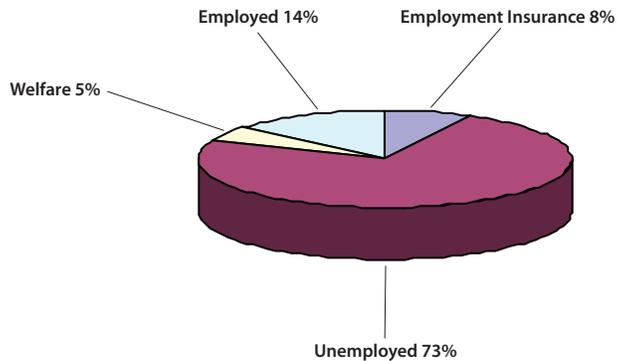
Disability Funding

Under the HRSDC–KRG agreement, a part of the funding received by the ETISC Department must be directed towards persons with disabilities. Despite efforts to encourage employers to hire persons with disabilities, the employment integration goal was not met. Most of the individuals to whom this funding was made available were reluctant to be identified as disabled. In 2007–2008, the Employment Insurance contributions for disability funding totalled \$48,069 for 9 participants. This represents an average amount of \$5,341 per participant.

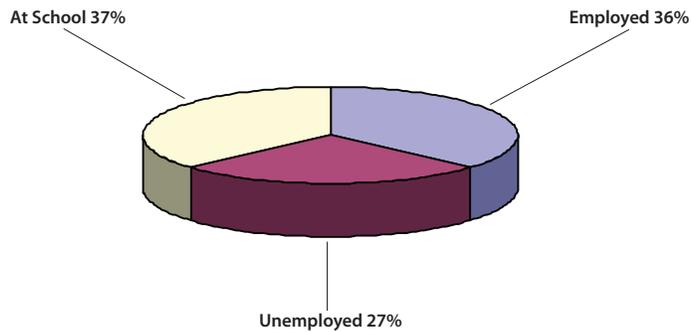
Accountability

To ensure good governance, the HRSDC–KRG agreement requires the ETISC Department to forward individual participant data so that financial accountability may be enforced and that the identity of those benefiting from funding is known. Last year, the ETISC Department developed a total of 5,291 client action plans under its programs and forwarded 4,104 records to HRSDC. Records forwarded to HRSDC included the following information: full name, date of birth, sex, address, employment status at the start of the employment or training activity and status at the end of the training activity. The following charts compare the status of participants at the beginning of their action plans to their status at the end of their training activities.

Participant Status at the Start of the Action Plan



Participant Status at the End of Activities



EMPLOI-QUÉBEC

Part-time Funding

In 2007–2008, Emploi-Québec contributions totalled \$458,000 for 1,170 participants through 36 agreements. This represents an average of \$391 per participant. Among the activities funded by Emploi-Québec through the ETISC Department were: first aid training (80 participants), class-3 truck driver training in three communities (32 participants), job skills (29 participants), legal terminology (11 participants), bus driver training (15 participants), family budget training (41 participants) and local hockey trainers (27 participants). Also, in a number of communities Emploi-Québec funded a series of traditional Inuit activity training sessions co-ordinated by the Avataq Cultural Institute (285 participants).

Income Security Funding

Directed exclusively towards income security recipients, this funding amounts to \$400,000 annually. In 2007–2008, it permitted the ETISC Department to reach 145 participants through 50 different agreements. This represents an average of \$2,759 per participant.

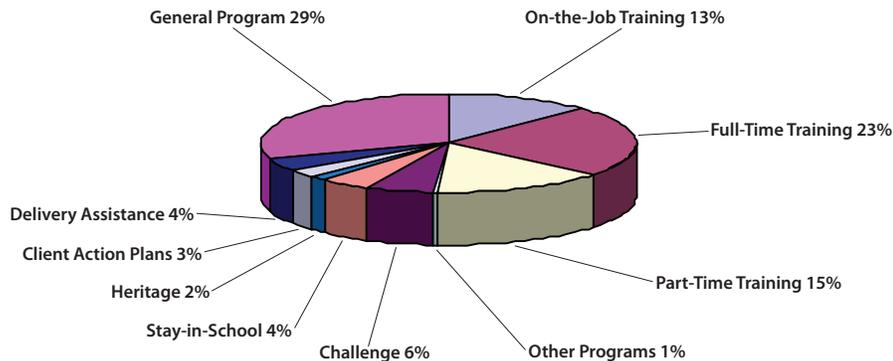
SANARRUTIK COMMUNITY DEVELOPMENT STRATEGY

In 2002, the Québec government, the Makivik Corporation and the KRG signed the Sanarrutik Agreement. The 25-year agreement makes funding available for community development projects. In 2007–2008, the Sanarrutik Community Development Strategy was in its sixth year of implementation. Every year, the Strategy plays a significant role in increasing the number of participants involved in ETISC Department programs.

Under the Strategy, funding is allocated every year to each Northern village. As in previous years, \$1 million was split evenly among the 14 Northern villages in 2007–2008. An additional amount was divided among the Northern villages in proportion to their Inuit populations. Commitments and payments made in 2007–2008 amounted to \$4,197,471. Under the Strategy, the ETISC Department is responsible for receiving project requests from the Northern villages and, as is the case with its other programs, for carrying out the necessary analysis, for submitting applications to the KRG Executive Committee for approval, as well as for following up on their implementation.

PROGRAMS

Funding by Program



Job Entry

This program provides youth with training and labour market apprenticeship opportunities to increase their employability and to help them find a job in the region. No specific job entry activities were implemented from September 2007 through the winter of 2008. Efforts are currently being made to renew this initiative in the fall of 2008.

On-the-Job Training

This program promotes job creation and offers on-the-job training for newly hired employees. On-the-Job Training expenditures for 2007–2008 were \$1,939,578 through 58 agreements. The largest expenditures were for the hiring of behavioural technicians by the KSB and the hiring of financial services staff with the FCNQ.

Purchase of Full-Time Training

This program allows training to be offered to improve participants' employability, including increased qualifications for individuals who are already employed. Regional training priorities are identified at the KRETC meeting held at the beginning of each year.

In 2007–2008, there were 53 active files under this program with expenditures totalling \$3,535,104. An additional \$161,048 was paid out in training allowances. A large portion of the contributions were directed towards childcare educator training, which was delivered in the communities of Inukjuak, Salluit, Kangiqsujuaq, Quaqtq, Kangirsuk and Aupaluk. Other training courses delivered by the KSB dealt with light-duty vehicle mechanics, nutrition, computer technology, plumbing and interior systems. Funding was also provided for police officer as well as mining training.

Purchase of Part-Time Training

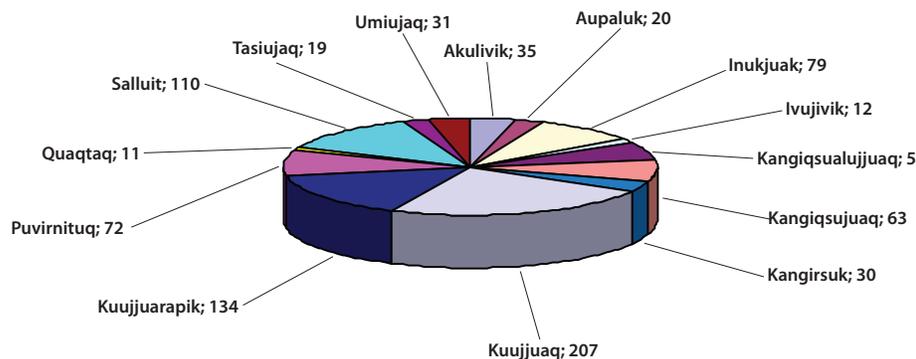
The goals of this program are similar to those of the Purchase of Full-Time Training program, but this program involves shorter courses and is easily adaptable to the needs of both participants and employers. Most of the applications to this program are made by employers in order to enhance the skills of their employees. Between 40 and 75% of training costs under this program are covered by the employer.

This past year, the program contributed to training in a variety of fields, including: income tax preparation, first aid, airport operations, landholding corporation operations, childcare centre management, mineral prospecting, welding, class-3 truck driving and class-5 automobile driving, building maintenance; as well as job-search counselling. The program also included arts, language and computer workshops. The total funding paid out under the program was \$2,478,403 including allowances.

Challenge

The purpose of this program is to create employment opportunities for students. Specifically, it allows young people to explore different fields of work, to acquire work experience, to have some income and to become more independent. Through the program, contributions are paid to employers who hire students during the summer school break or between semesters. In 2007–2008, Challenge expenditures totalled \$697,031 for 637 youth participants. This represents an average of \$1,094 per participant.

Student Employment by Community



Challenge Part-Time

This program provides financial contributions to employers who hire full-time students for part-time employment. According to the regulations of the Commission des normes du travail (labour standards board), during the school year, full-time students are not permitted to work more than 15 hours per week. In 2007–2008, Challenge expenditures totalled \$206,989 for 215 youth participants. This represents an average of \$963 per participant.

Stay-in-School

This program includes a series of measures aimed at encouraging young people to stay in school and complete their secondary school studies. The program helps young people to acquire the tools they need to enter the labour market and is directed specifically at youth at risk of dropping out of school. Through

the program, financial contributions are made to different projects carried out by the KSB and teachers in Nunavik schools.

Several projects allow students to develop skills through the social economy and community action programs. As has been the case for a number of years, funding was also provided through the Stay-in-School program for a regional science camp. This year, the two groups attended the camp, which was held in Kangiqsujuaq.

In 2007–2008, Stay-in-School expenditures totalled \$601,289 for 489 participants through seven projects. This represents an average of \$1,230 per participant.

Heritage

This program ensures the teaching of traditional knowledge and the promotion of Inuit culture among youth. Projects under this program are implemented by the Northern villages over a 10- or 12-month period. These projects include basic arctic survival activities, as well as the production of traditional clothing and tools. In 2007–2008, Heritage program expenditures totalled \$267,686 for 133 participants through 11 projects. An additional amount of \$39,107 was provided in allowances. This represents an average of \$2,307 per participant.

Delivery Assistance

This program supports other employment and training initiatives. This support includes the human resources responsible for the planning and co-ordination of several of the ETISC Department's programs. In 2007–2008, 14 agreements were implemented at a cost of \$662,716.

General Projects

This program provides participants with opportunities to develop their work skills and fosters job integration. The program is also used to respond on a case-by-case basis to the specific needs of employer projects. In 2007–2008, General Projects expenditures totalled \$4,586,739 for 653 participants through 71 agreements. This represents an average of \$7,024 per participant. The Sanarrutik Community Development Strategy funded the majority of these programs, providing more than \$4.1 million.

Client Action Plans

This program provides financial assistance to unemployed individuals who are looking for employment and require specific training. Employed individuals who wish to improve their employability may also qualify under this program. In 2007–2008, this program's expenditures totalled \$186,573 for 128 participants. This represents an average of \$1,458 per participant.

Self-Employment

This program is directed towards individuals who wish to develop and start a business. In 2007–2008, this program's expenditures totalled \$23,036 for two individuals.

Nunavik Scholarship Fund

This program encourages youth to become involved in post-secondary studies. Annual scholarships vary between \$1,600 and \$3,000 per year, and are based on academic level and achievement. This year, scholarships totalling \$26,200 were provided for six students at the university level and five students at the college level. This represents an average of \$2,382 per student.

Persons with Disabilities

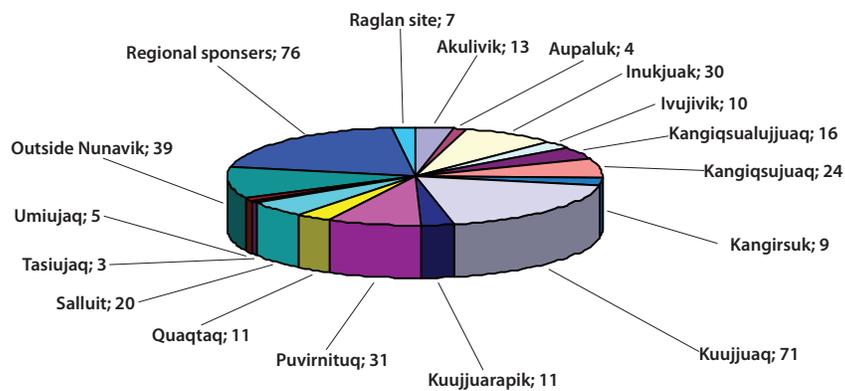
The purpose of this program is to deliver financial support to persons with disabilities. In 2007–2008, this program's expenditures totalled \$28,965 for six participants. This represents an average of \$4,828 per participant. Persons with disabilities were also registered in some of the ETISC Department's other programs. Further information is provided in the Program Funding Sources section of this report. The ETISC Department is striving to promote this under-utilized program.

PARTICIPANTS

The ever-increasing number of program participants demonstrates that the ETISC Department is responding to a genuine need. One of the Department’s main objectives is to offer a range of employment and training services adapted to the greatest number of individuals possible. This objective is realized through the implementation of training in each of the region’s communities according to demand. In 2007–2008, at least one training session was carried out in each community, including computer, pre-employment and childcare educator workshops.

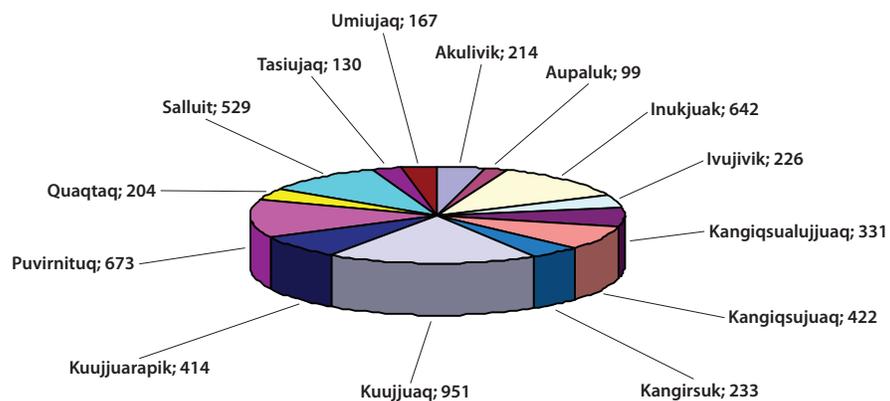
The following charts identify the number of projects approved for each Nunavik community, the level of participation, as well the number of clients.

Agreements by Community

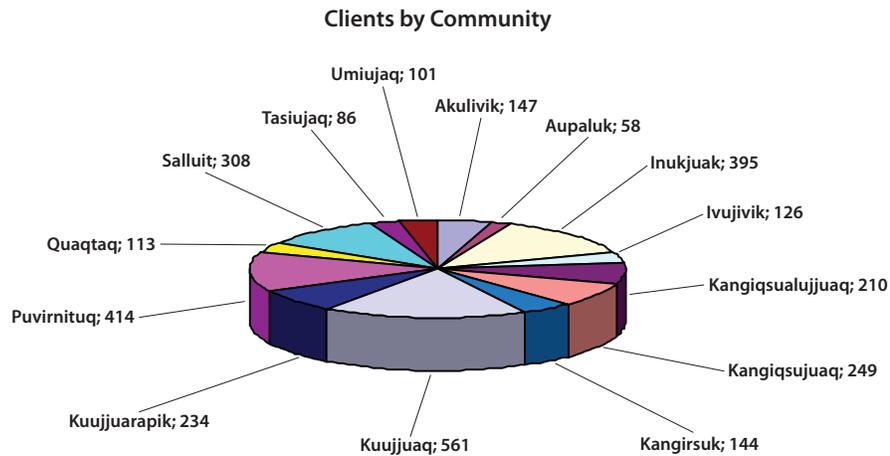


The number of agreements for each community reflects the size of that particular community, its labour pool and the interest shown in employment and training activities. Generally speaking, activities shown as being outside of Nunavik are related to the Nunavik Scholarship Fund and certain training programs. Regional agreements are defined as agreements that reach participants in more than one community. While the majority of these agreements are offered to all Nunavik communities, actual regional representation varies.

Participants by Community



A participant is any individual involved in an employment and training activity. An individual may participate in more than one employment and training activity, and therefore may be considered as a multiple participant. The ETISC Department's participant database covers all the activities that take place or that receive funding within each given fiscal year. Some participants may be living outside of Nunavik, as is the case with college and university students receiving scholarships. The numbers shown above reflect all the participant information that had been collected as of the end of this fiscal year.



The preceding chart shows the actual number of clients according to their home community. For instance, a client who participates in a summer student job opportunity and who receives a scholarship is identified twice in the participant database, but only once in the client database. Another example might involve an unemployed individual who takes part in several training activities (a two-week computer workshop, a 15-hour first aid training course and a 30-hour pre-employment course) and is hired during the same fiscal year by an employer who is receiving a contribution from the ETISC Department for the position in question. This client would appear four times in the participant database, but only once in the client database.

ILIVVIK FUNDS

The ETISC Department is responsible for the management and co-ordination of Ilivvik-funded projects. Proposals are approved by Executives from both the KSB and KRG. In 2007–2008, a total of 13 participants benefited from funds made available through Ilivvik.

TERRITORIAL PROGRAMS

Through the territorial programs component of the HRSDC–KRG agreement, many training projects were either started or continued this past year in all seven of the targeted sectors. These projects are described immediately below.

Childcare

In co-operation with the KSB and the Cégep de St-Félicien, childcare educator training courses were started or continued in seven Nunavik communities. Seventy-four different participants were involved in taking training. As well, the majority of childcare centre directors took part in skills upgrading workshops on time management, special child needs and communication. For their part, a total of 89 other childcare centre staff received instruction on nutrition, first aid and maintenance techniques. Finally, this territorial program permitted the creation of new educator, director, cook and janitor positions.

Construction

In order to help Inuit construction workers in Nunavik legally qualify for work in the construction industry, the Sanajit Project was created five years ago. Again in 2007–2008, the Project promoted the hiring of Inuit workers who were registered on the priority hiring list maintained by ETISC Department staff. Workers on this list must meet some basic requirements set by the CCQ. Specifically, they must have completed a general worksite health and safety course and they must possess a competency certificate for their trade.

The hiring of Inuit workers was promoted by offering subsidies to private companies and regional public organizations. Up to 60% of the wages (or a maximum of \$11.50 per hour) of a Sanajit Project worker may be covered by the ETISC Department under this territorial program. Private and public construction contractors participated timidly in the Project; of the 180 carpenters on the Department's priority hiring list, only 90 found work this past season and the wages of only 42 were covered by subsidies.

To foster the employability of Inuit workers the the ETSIC Department and the KSB continued to offer this year at Nunavimmi Pigiursavik Training Centre in Inukjuak construction-related courses in electricity, plumbing, heating and a specialized field of carpentry (interior system installation). Pigiursavik students who pass their exams become qualified as apprentices in their specific trade. It should furthermore be noted that, in Nunavik, six carpenter apprentices have accumulated more than 6000 work hours and are therefore eligible to take their CCQ-journeyman exams. These exams should be given in June 2008.

Finally, next summer efforts will be focused on creating a promotional campaign to promote job opportunities in the construction industry for Inuit.

Communications and Technology

The communications and technology sector in Nunavik consists of computer support, as well as radio and television broadcasting. This sector has a high potential: the demand for local workers is growing and salaries are substantial. The increased dependency on information technology has caused an explosion in technical support needs. Notwithstanding, workers must have advanced training and, currently, this branch is largely staffed by Southern resources. Most major Nunavik organizations have permanent, full-time communications information technology positions. A couple of private support firms also offer their services in the region. This year, the ETISC Department invested just over \$500,000 in the development of communications and technology projects. Specifically, TNI has been the primary client for radio and television broadcasting training. This segment of the sector has good employee retention, standing in stark contrast to the information technology segment of the sector where most Nunavik organizations are experiencing a critical shortage of IT staff.

To tap into the region's young population, the KSB and the ETISC Department organized an itinerant computer lab that has travelled to all Nunavik communities over the last few years. In June 2007, a computer repair training and troubleshooting pilot project was successfully held in Kangiqsualujjuaq. Since the first and second phases of this project have been delivered in Inukjuak, Puvirnituq, Kangiqsujuaq, and Kuujjuaq.

As well, in October 2007 the KRG organized a second feedback session with the region's major organizations and private support firms to outline the challenges of information technology and Nunavik's specific needs. A number of strategies to respond to these challenges were then developed and are now being implemented. As a result, one full-time trainer position and five part-time co-trainer positions were created. Through this territorial program, the ETISC Department also provided funding for information technology internships as well as information technology coordination at the KSB.

Next year, advanced computer and troubleshooting training will be delivered in Kangiqsualujjuaq and former information technology training participants will receive training for Microsoft certification exams. Another focus in 2008 will be to support the development of at least one technical resource person in each of the region's communities, which should translate into 14 part-time information technology support positions.

Community Services

Again this year, a number of initiatives were implemented to support the development of Nunavik's communities. Specifically, water-plant operator training was continued to make certain that each Northern village can comply with Québec's new drinking water standards. In the summer theoretical training was delivered in Inukjuak, and in the winter hands-on training was delivered to each participant in his home community.

Other community development initiatives included: light-duty vehicle mechanic training delivered in Kuujuaq; animator training given to roughly 50 youth in a few communities to address new tourism, social service and youth centre activities; as well as bulldozer training, personnel recruitment training for KRPF staff, and plumbing and welding training that reached roughly 200 participants. Finally, in cooperation with the FCNQ and the Caisse d'économie solidaire Desjardins, training was delivered to the employees of the five banking branches of the Nunavik Financial Services Cooperative that opened in 2007–2008.

Health, Social Services and Youth

Employment and training activities under this territorial program were rather quiet over the past year. Regional organizations in this field were adversely affected by a lack of resources to administer these activities. One activity of note involved skills development training for Isuarsivik Treatment Centre staff.

Mining

Training in the mining sector is coordinated by the Raglan Employment and Training Technical Committee. The Committee is composed of representatives from the KRG, the KSB and Xstrata Nickel, and its mandate is to foster Inuit employment at the Raglan mining site. The KRG (through programs managed by the ETISC Department) and Xstrata Nickel share training costs, while the KRG is responsible for related administration and accountability reporting.

Over the past year, Xstrata Nickel developed various training activities for the following jobs: miner (orientation and underground apprenticeship), warehouse clerk and welder (apprenticeship). In the latter case, this represents the first time a welding apprenticeship program is offered in Nunavik. It should also be noted that 12 participants were enrolled in the underground mining apprenticeship program. Over 25 people participated in these different courses, which cost close to \$400,000, and all successful candidates were successfully placed in full-time positions.

Tourism

In 2007–2008, the ETISC Department completed the *Tourism Trends and Opportunities Report*. The Report estimated that there exists in Nunavik the potential to create almost 20 full-time and 40 part-time jobs in this industry by 2010, and then 45 full-time and 85 part-time jobs by 2012. All of the region's tourism stakeholders participated in developing the Report, from regional organizations to private business. Specifically, regional-organization contributors included the KRG Parks Section, the KRG Recreation Department and Research and Economic Development Department, the Nunavik Tourism Association, the Makivik Corporation, the Avataq Cultural Institute, the Saputiit Youth Association, the FCNQ, and the KSB. Private contributors included Air Inuit, Arctic Adventures, Cruise North Expeditions, First Air, the Nunavik Arctic Survival Training Centre, various tourism operators, and landholding corporations. Moreover, further to the action plan proposed in the *Tourism Trends and Opportunities Report*, the communities of Kangiqsujuaq, Kangiqsualujuaq, Puvirnituaq, and Kuujuaq were each targeted for the implementation of a community tourism pilot project. Each pilot project consists of three phases: familiarizing the community with tourism potential, tourism product development, followed up by shake-out and marketing activities.

In 2007–2008, the ETISC Department furthermore contributed to the development of a tourism training plan for park staff, staff salaries as well as youth internship salaries on a summer cruise-ship operator, the salary of tourism training coordinator employed by the Makivik Corporation, customer service and hospitality training for youth in nine communities, the development of cultural and heritage interpretation modules, scuba diving and skydiving training with an adventure-tourism operator, the salary of a tourism project coordinator employed by the Nunavik Tourism Association, the conducting of tourism information

workshop, and the second phase a community tourism pilot project in Kangiqsujuaq. The community of Kangiqsujuaq was able to host over 400 cruise tourists with the support of the ETISC Department. With the Saputiit Youth Association, 14 youth from across the region also were permitted to gain on-the-job training as hospitality, expedition, and cultural team managers. For all of the above-mentioned activities, the ETISC Department provided \$935,000 in funding.

Next year, the ETISC Department plans to direct its energies to several projects. These include developing the next phase of the community tourism pilot project in Kangiqsujuaq and a first phase in Kangiqsualujjuaq; organizing youth internships with various adventure-tourism and summer cruise-ship operators; setting up product development training in Kuujjuaq, Kangirsuk, Inukjuak and Salluit with Arctic Adventures and authentic culture and heritage training to establish Nunavik as a centre of excellence in Aboriginal tourism.

CHILDCARE

In 2007–2008, the ETISC Department received the funding it needed to administer childcare services in Nunavik from three sources. Through the Sivunirmut Agreement, the Québec government transferred \$10,412,149 for childcare centre operations as well as the core activities of the Department's Childcare Section. HRSDC transferred \$1,390,775 which was used to lower staff-child ratios at childcare centres. And finally, the Public Health Agency of Canada transferred \$724,607 to help childcare centres to meet objectives concerning child and family health, development and well-being.

The Childcare Section delivers technical support to the parent board of directors and staff of Nunavik's childcare centres in areas such as financial management, building management, insurance, learning activities, nutrition, health, hygiene, board activities, laws and regulations, staff management, and policies. The ETISC Department also ensures that periodical visits to childcare centres are carried out and it maintains regular contact with these centres to ensure that the children enrolled are looked after in an appropriate manner and that there is compliance with the applicable laws and regulations.

Over the past year, the Childcare Section carried out a number of projects aimed at providing Inuit-specific resources for Nunavik's childcare centres. First, because a number of children in the region suffer from anaemia or iron deficiency (which can lead to developmental delays and make children less resistant to infection), work continued on the implementation of a region-wide nutrition project. In particular, daily menus based on traditional foods rich in iron, such as caribou, seal, beluga, char, berries, goose and mussels were finalized and training was offered to childcare centre cooks to help them adopt the new menus.

As well, the training in Inuktitut of educators in every Nunavik community remains a major priority. The standard course is 1400 hours long and leads to a college attestation. This year, courses were underway in Inukjuak, Umiujaq, Kangiqsujuaq and Quaqtuaq. Thirdly, a project to identify child development problems encountered in Nunavik's childcare centres was continued. The aim of the project is to improve the quality of support services present in each centre. In addition, six childcare centre directors finished customized management training in 2007–2008. There are plans to re-offer this training in the coming year to directors at more childcare centres in the region. Lastly, a workshop was delivered this past year with the goal of producing books in Inuktitut for children (aged 0–4 years old) in the region's childcare centres. Two educators from each community attended the workshop in Salluit. The 19 books produced will be published and then distributed to all the childcare centres in Nunavik.

Childcare centres	Community	No. of places
Saqliavik	Kuujjuarapik	40
Umiujaq	Umiujaq	30
Tasiurvik, Pigiursaviapik	Inukjuak	110
Sarliatauvik	Puvirnituaq	80
Akulivik	Akulivik	30
Amaarvik	Ivujivik	30
Tasiursivik	Salluit	60
Mikjuq	Kangiqsujuaq	45
Kamattsivik	Quaqtaq	30
Amaartuavik	Kangirsuk	30
Sukliateet	Aupaluk	30
Qulliavik	Tasiujaq	30
Iqitauvik, Tumiapiit	Kuujjuaq	160
Aqavik	Kangiqsualujjuaq	60
Pairitsivik (home day care)	Nunavik	49
Total		814

KRG-HRSDC KRG - 6eCD ΛεΓΓεεεεεεεεεε ARK-DRHCC	KRG-MESS KRG-dc dVΓ σφΓεεεεεεεεεε ARK-MESS	KRG-Emploi-Quebec KRG - dVd ΛεΓΓεεεεεεεεεε ARK-Emploi-Quebec	Regional Child Care (HRDC) εεεεεεεεεε εεεεεεεεεε Aide Régionale à l'enfance (DRHC)	60εεεεεε TOTAL
\$		\$		\$
3,218,509	1,490,624	327,725	1,390,775	0
		—		0
36,980				36,980
				0
48,462				48,462
91,125				91,125
		—		0
3,395,076	1,490,624	327,725	1,390,775	6,604,200
1,863,072	1,020,312	169,358		3,052,742
				0
146,579	24,412	32,336		203,327
248,812	5,500	9,000		263,312
				0
25,404	15,432			40,836
				0
79,763	47,957	5,500		133,220
	2,009			2,009
277,125	135,191	36,980		449,296
114,294	56,746	28,373		199,413
4,631	1,478			6,109
				0
				0
44,221	7,000	2,800		54,021
358,535	174,587	43,378		576,500
81,509				81,509
151,131				151,131
			573,350	573,350
				0
			817,425	817,425
3,395,076	1,490,624	327,725	1,390,775	6,604,200
0	0	0	0	0

